Troisième séance, jeudi 2 mai 2002

Présidence de M. Paul Sansonnens, président

SOMMAIRE: Projet de loi modifiant la loi sur l'exercice du commerce; 1^{re} lecture. – Rapport final relatif à la transformation du bâtiment cellulaire des Etablissements de Bellechasse et à la construction d'une annexe. – Rapport 2001 de l'Autorité de surveillance en matière de protection des données. – Rapport concernant le plan directeur cantonal. – Motion N° 005.02 Jacques Bourgeois/Jean Genoud (lutte efficace sur tout le territoire cantonal contre le bostryche typographe); prise en considération. – Commission. – Elections.

La séance est ouverte à 8 h 30.

Présence de 121 députés; absents: 9.

Sont absents avec justification: M^{mes} et MM. Michel Buchmann, Anita Cotting-Bise, René Fürst, Bruno Jendly, Michel Monney, Louis-Marc Perroud, André Remy, François Weissbaum et Michel Zadory.

M^{me} Ruth Lüthi et M. Michel Pittet, conseiller-e-s d'Etat sont excusés.

Projet de loi modifiant la loi sur l'exercice du commerce¹ (kiosques et stations d'essence)

Le Président. Je suis en possession d'une motion d'ordre émanant de M^{me} Huguette Piantini qui demande: «En vertu de l'article 73 de la loi portant règlement du Grand Conseil, par voie de motion d'ordre, je demande le renvoi du point 2 de l'ordre du jour du jeudi 2 mai, relatif à la loi sur l'exercice du commerce.» Je lui cède la parole.

Motion d'ordre Huguette Piantini demandant le renvoi du point 2 de l'ordre du jour relatif à la loi sur l'exercice du commerce

Huguette Piantini (PS, SC). Comme la commission est très partagée sur ce projet de loi, le groupe socialiste vous propose de renvoyer cet objet. A travers la presse, nous avons pu lire plusieurs prises de position des associations telles que boulangers, pâtisseries, détaillants de Bulle, Association des consommateurs et consommatrices et en particulier, les syndicats. La menace du référendum est lancée. Par respect envers le peuple qui, en 1997, a refusé, à raison de 80 %, l'ouverture prolongée des magasins, il faut accepter ce renvoi afin que nous puissions trouver la réponse pour

réglementer l'ouverture des «shops» et ne pas remettre toute la loi en question pour permettre l'ouverture de tous les magasins.

Jean-Jacques Collaud (PLR, SC). Le groupe libéral-radical s'oppose fermement à ce renvoi pour deux raisons principales:

la première est que le Grand Conseil est souverain. On fait une loi et ensuite, on donne des dispositions d'exécution, mais on ne commence pas par négocier au départ.

La deuxième est une question de lobby. Aujourd'hui, on devrait céder le pas à un lobby, à un certain syndicat. Que direz-vous demain si nous vous demandons un renvoi pour céder à des lobby patronaux ou autres? Vous serez les premiers à vous élever et à dire: «Ça n'est pas normal, nous sommes souverains.»

Pour ces deux raisons au moins, nous allons refuser cette proposition de renvoi.

Yves Menoud (PDC, GR). Le groupe démocrate-chrétien rejette la motion d'ordre de M^{me} Piantini. Il souhaite que le projet de loi modifiant la loi sur l'exercice du commerce soit traité aujourd'hui, celui-ci ayant déjà été renvoyé pour nouvel examen en novembre 2001. Il convient de fixer à présent le cadre légal et il y aura lieu, dans la mise en application de ces dispositions, de veiller à ce qu'il y ait équivalence de traitement entre le personnel œuvrant dans les shops et celui au service de la vente dont les rapports sont définis dans les conditions générales acceptées par les différents partenaires des négociations.

C'est dans cet esprit et dans le but de favoriser une saine application de la loi sur le commerce qui tienne amplement compte des aspects humains et sociaux, que deux amendements au projet N° 319 ter ont été déposés.

Donc, au vu de l'état actuel du projet soumis avec ces variantes, nous estimons le moment opportun pour délibérer de cet objet et décider. Il n'y a donc pas lieu de renvoyer ce point de l'ordre du jour.

Antje Burri-Escher (PCS, SE). A l'unanimité, le groupe chrétien-social accepte le renvoi de cet objet jusqu'à ce que les conditions générales pour les personnes de la vente soient acceptées par les employeurs offrant des places de travail dans les stations d'essence. En effet, comment faire admettre que les milieux patronaux, notamment le groupement fribourgeois des grands distributeurs qui ont signé cet accord, sont tenus à appliquer les salaires minimum de 2750 francs bruts sans CFC et 3000 francs bruts avec CFC dès le 1^{er} janvier 2002 et que le personnel d'une vingtaine de nouveaux «shops» n'y serait pas soumis? Bien que cette question ait déjà été abordée en commission, les partenaires sociaux n'ont pas été réunis et nous ne

¹ Entrée en matière le 8 novembre 2001, BGC pp. 1734 à 1741.

connaissons pas la position des employeurs du personnel de ces «shops» quant à l'application de ces conditions générales. Un très bref report est nécessaire pour matérialiser cette entente en bonne et due forme, si bien que ce projet de modification de loi pourrait être mis à l'ordre du jour de la session du mois de juin 2002.

Pour ceux qui pensent qu'il faut dissocier l'adoption de cette loi de l'exigence faite aux partenaires sociaux de négocier après la modification de la loi, nous disons simplement que les exploitants de ces «shops» qui ont réussi à faire perdurer une situation illégale de la mise en conformité avec le droit avant l'imposition de conditions salariales minimales se verraient propulsés dans une position de force inadmissible pour la négociation. Ce serait, en quelque sorte, une prime supplémentaire pour avoir enfreint des lois.

Au nom du groupe chrétien-social, je vous invite à voter la motion d'ordre demandant le renvoi.

Pierre-André Page (*UDC, GL*). Le groupe de l'UDC a pris connaissance avec une certaine surprise de la motion d'ordre de M^{me} Piantini qui souhaite renvoyer le projet de modification de la loi sur le commerce. Le Grand Conseil a déjà renvoyé ce projet à la commission et aujourd'hui, la commission nous fait une proposition. Il est de notre devoir, en tant que Grand Conseil, de prendre position concernant cette modification de loi. Le Grand Conseil doit prendre ses responsabilités et traiter ce projet de modification.

Je vous rappelle qu'il y aura une deuxième lecture; c'est pourquoi, à l'unanimité, le groupe de l'UDC vous propose de rejeter cette motion d'ordre.

Cédric Castella (*Ouv, GR*). Lors de la précédente législature, j'étais intervenu lorsque nous avons traité ce projet de loi sur l'exercice du commerce en disant que, personnellement, j'étais favorable à une plus grande libéralisation des heures d'ouverture des commerces.

Toutefois, cette «plus grande libéralisation» doit être assortie de mesures garantissant un climat social favorable. Dans les sondages qui ont été effectués auprès du personnel de vente, on voit que le point d'achoppement majeur se situe effectivement là. Il ne s'agit pas d'augmenter les heures d'ouverture sans qu'il y ait des contreparties. Il est vrai que l'ouverture prolongée au-delà même de ce qui est demandé des commerces peut être favorable à l'économie, peut être favorable même à un certain nombre de travailleurs qui souhaitent des horaires plus flexibles, qui souhaitent travailler à d'autres moments que les moments habituels. Mais cela doit absolument être assorti de conditions sociales très strictes, de respect de conventions collectives de travail, de respect de conditions-cadres que les partenaires sociaux doivent pouvoir mettre au point. Or, depuis qu'on traite de cette loi sur l'exercice du commerce depuis de nombreuses années, il y a toujours eu un statu quo à ce niveau-là. Je pense donc que la notion de renvoi proposée est tout à fait acceptable.

Personnellement, je reste persuadé que c'est dans un cadre légal que le canton devrait définir absolument des conditions minimales permettant l'octroi d'exten-

sion d'heures d'ouverture aux commerces. Les commerces qui respecteraient ces conditions-là pourraient avoir des heures d'ouverture élargies, ceux qui ne les respectent pas ne pourraient pas les avoir.

C'est ma position personnelle, mais dans ces circonstances-là, j'estime que le projet qui nous est soumis ce matin relève plus du bricolage, relève plus aussi de situations qui peuvent faire l'objet de recours auprès du Tribunal fédéral, avec une certaine discrimination sur un type de commerces et n'est pas une bonne solution.

Dans ce sens-là, je vous propose également le renvoi.

Laurence Terrin (*—, FV*). Ce projet me paraît être un camouflet à tous les partenaires qui ont décidé de refuser l'ouverture nocturne en 1997. Je refuse l'américanisation de ce canton. En cela, j'ai été assez sensible aux propos de M. Buchmann, mardi, lorsqu'il voulait faire de la prévention contre le diabète. L'ouverture des «shops» plus tard permettrait aux gens d'aller en voiture, ce qui n'est pas très bon pour leur santé et dans ces «shops», il y a très peu de produits frais, ce qui n'est pas non plus très bon pour leur santé.

On a dit que les petits magasins pourraient profiter de cela; c'est un leurre, puisque les petits magasins ne peuvent pas se permettre d'embaucher du personnel, les banques ne leur octroyant même pas 10 000 francs de crédit.

Je pense aussi au personnel et là, c'est un argument plus important; on précarise toujours les métiers de la vente et on n'a pas tenu compte de toutes les discussions qui avaient eu lieu avec les syndicats.

De plus, les consommateurs et les consommatrices n'en veulent pas. Je suis donc intéressée à soutenir la motion d'ordre de M^{me} Piantini et si elle ne passait pas, je refuserais le projet.

Armin Haymoz (*PDC, SE*). On est toujours dans la discussion de cette motion d'ordre, mais j'aimerais quand même répondre à M^{me} Burri-Escher en ce qui concerne les conditions de travail. La plupart de ces stations sont exploitées par des garagistes. Or les garagistes du canton de Fribourg ont une convention collective. Et dans cette convention collective, les salaires sont fixés.

Il reste ensuite des stations qui sont exploitées par d'autres personnes qui ne sont pas garagistes. Ce matin, j'ai eu un téléphone du Directeur de l'Union pétrolière qui m'a dit que par exemple, la Migros impose à ses stations Migrol, même si elles ne sont pas exploitées par Migros, mais par des privés, le respect des salaires minima (pour la Migros, il s'agit de 3300 francs).

Je vous invite donc à refuser cette motion d'ordre et lorsque nous discuterons des articles, je suis volontiers à disposition pour revenir sur ce point-là. C'est évident que personne dans cette salle ne veut de conditions de travail qui ne soient pas acceptables et qui ne permettent pas aux collaborateurs qui travaillent dans ces stations de gagner leur vie correctement. Et je suis aussi le premier à défendre ces positions, mais je rappelle qu'il y a des conventions collectives pour les garagistes qui sont en vigueur et que pour les autres collaborateurs, il y a d'autres conditions qui sont fixées par les entreprises.

Benoît Rey (*PCS, EV*). Nous ne sommes pas encore dans la discussion sur la loi et sur les incohérences qu'elle démontre, mais nous sommes sur la discussion d'une proposition de renvoi.

J'aimerais quand même répondre à M. Collaud par rapport à sa remise en question de la souveraineté du Grand Conseil, ceci: le Grand Conseil, il est vrai, est souverain, il est vrai aussi qu'il ne va pas plier sous la pression de différents lobbys, qu'ils soient syndicaux ou patronaux. Mais là n'est pas la question: la commission, qui s'est penchée à trois reprises sur cette loi, est parfaitement partagée quant au bien-fondé de la future mouture finale qui nous est proposée aujourd'hui. La population est très partagée par rapport à cet objet. Si le Grand Conseil reste souverain, il n'en est pas moins obligé de sortir quelque part d'une tour d'ivoire et de tenir compte des besoins de la population. Nous sommes élus par la population et nous n'avons pas le monopole de la pensée. Nous devons toujours reprendre une certaine information sur ce que pensent les citoyens de ce canton. J'en veux pour preuve le fait que dans notre enceinte, nous avons cru avoir des idées parfaitement justes notamment en ce qui concernait le bilinguisme et qu'à la suite d'un référendum, nous nous sommes faits désavouer. La question n'est pas de subir les pressions des lobbys, la question est d'avoir le temps d'échanger et de donner à toutes les personnes qui vivent dans ce canton l'occasion de faire valoir leur avis que nous nous chargerons ensuite de traiter dans notre rôle. Nous ne l'avons pas fait pour cette loi, donnons-nous le temps de le faire.

Huguette Piantini (*PS, SC*). J'aimerais revenir sur deux choses:

M. Haymoz a dit que les employés qui travaillaient dans ces stations étaient soumis à une convention collective des garagistes. Ce n'est pas vrai, c'est faux! Vous avez oublié! Vous ne vous souvenez pas que tous les employés de bureau ne sont pas soumis à la convention des garagistes. C'est la première chose! La deuxième chose qu'il faut savoir c'est qu'en préparant cette loi, nous, les syndicalistes, nous sommes allés vers ces gens, on a rencontré les garagistes et les pétroliers, on leur a parlé du contrat de la vente et la réponse a été catégorique: «On ne se soumettra pas au contrat de la vente actuellement en vigueur.»

On ne peut pas préparer une loi, toute seule, dans son salon, tranquille, sans aller consulter les gens. Et moi, les gens, je les ai consultés! Soit les associations, soit les employés, donc les vendeurs et les vendeuses.

J'aimerais encore vous dire ceci je ne sais pas si cela a été bien compris: pour la loi que nous sommes en train de discuter actuellement, on avait un mandat clair et précis, on devait régulariser l'ouverture des «shops». Qu'est-ce qu'il nous a préparé M. Gobet? Il a complètement dérivé et il ne parle plus des «shops»; aujourd'hui, il parle de l'ensemble des magasins et c'est ce qui ne va pas! Et c'est pour cela que je maintiens la motion et je vous demande de la soutenir.

Le Commissaire. La décision que vous allez prendre maintenant est effectivement une décision du Grand Conseil qui est souverain. A titre personnel, j'aimerais simplement dire mon regret que pendant toute la

période qui s'est écoulée, il n'y a effectivement pas eu de rencontres entre les deux parties parce que je crois qu'il y a des aménagements possibles au sujet de cette loi.

En ce qui concerne le Conseil d'Etat, il restera sur sa position initiale, à savoir son propre projet dans la mesure où on peut considérer, sans exagérer, que le projet qui est présenté aujourd'hui est en quelque sorte une prime à l'illégalité, puisque les «shops» des stations d'essence se sont imposés en toute illégalité, je pense qu'il faut le rappeler.

– Au vote, la motion d'ordre de M^{me} Huguette Piantini concernant la proposition de renvoi de ce projet de loi est refusée par 81 voix contre 37. Il n'y a pas d'absentéisme.

Le Président. J'ai sur mon bureau une motion d'ordre émanant de M^{me} Madeleine Genoud-Page qui demande le vote nominal pour l'intégralité du projet de loi N° 319. Cela veut bien dire que tous les votes de ce projet se feront au vote à l'appel nominal.

Je vous rappelle que l'entrée en matière a été votée le 8 novembre 2001 et nous passons à la première lecture.

Rapporteur: **Marc Gobet** (*PLR, GR*).

Commissaire du Gouvernement: **Claude Grandjean, Directeur de la justice, de la police et des affaires militaires.**

Première lecture

ARTICLE PREMIER
(ART. 7 AL.1, 2^E PHRASE)

Le Rapporteur. A cet article, comme nous introduisons la notion de «dépanneurs», cette notion va englober aussi bien les «shops», que les laiteries, épiceries, boulangeries, soit en général tous les petits magasins d'alimentation. Dans ce sens, il devient inutile de maintenir la deuxième phrase de cet article 7 alinéa 1 prévoyant jusqu'ici un sort particulier pour les laiteries où se fait encore la livraison du lait, le samedi ou en fin d'après-midi.

Le Commissaire. Je suis un peu surpris du départ de ce projet, dans la mesure où je pensais quand même, même si l'entrée en matière a été approuvée, qu'on pourrait avoir une introduction. Si vous permettez, il me paraît important de rappeler l'histoire de cette loi. Je crois que pour les décisions à prendre, il est important de se rendre compte que cette loi ne s'est pas faite aussi facilement que cela. Très rapidement, mars 1995: le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil le projet de loi qui étend les heures d'ouverture.

Novembre 1995: le Grand Conseil adopte une nouvelle loi qui va plus loin que le projet du Conseil d'Etat, puisqu'il établit les fermetures hebdomadaires à 20 heures, le samedi, 17 heures et en plus une ouverture nocturne jusqu'à 21 h 30. Le référendum est lancé par la Fédération fribourgeoise du commerce de détail et par les syndicats contre l'élargissement de ces ouvertures.

9 juin 1996: la loi est effectivement refusée par les trois quarts de la population. Septembre 1997: j'ai présenté un nouveau projet de loi au Grand Conseil qui tenait

compte des motifs du renvoi, à savoir ces ouvertures trop généreuses.

1^{er} janvier 1999, entrant en vigueur la nouvelle loi avec une ouverture hebdomadaire fixée à 19 heures, une ouverture du samedi à 16 heures et une nocturne par semaine à 21 heures. Je rappelle qu'effectivement, des négociations ont eu lieu entre les parties.

9 juin 2000: les députés Raymonde Favre et Robert Biemann ont développé une motion tendant à fixer la fermeture des commerces le samedi à 17 heures et, après consultation et enquête, le Conseil d'Etat proposa le refus de la motion se rendant compte que la loi actuelle était bel et bien le fruit d'un consensus et qu'on ne pouvait pas, moins de deux ans après son acceptation, modifier un de ses articles importants.

7 mars 2001: la motion était refusée par 83 voix contre 30.

J'en viens maintenant à l'objet qui est discuté aujourd'hui et qui avait été soumis l'année dernière au Grand Conseil, mais renvoyé à la commission parlementaire: les «shops» des stations d'essence se sont développés ces dernières années en toute illégalité, la loi étant claire quant à l'ouverture des commerces. L'article 13 de la loi n'a guère été appliqué et seules deux communes concernées ont tenté de faire respecter la loi, mais un recours au Tribunal administratif, en raison de l'effet suspensif, n'a malheureusement pas fait avancer les choses. Je rappelle que l'article 13 dit clairement à son premier alinéa: «Les communes veillent au respect des prescriptions relatives aux heures d'ouverture des commerces et prennent les sanctions en cas de violation.» En vous proposant le projet de loi N° 319, le Conseil d'Etat rappelle que les «shops» des stations d'essence sont soumis aux mêmes lois que l'ensemble des commerces, mais qu'ils pourraient bénéficier d'une ouverture hebdomadaire jusqu'à 21 heures pour ce qui concerne les articles de kiosques uniquement et devront ainsi aménager leurs locaux en conséquence. Le projet étend, en outre, aux kiosques, l'ouverture hebdomadaire à 21 heures, ce que personne ne refuse d'ailleurs.

La commission parlementaire propose, quant à elle, une modification beaucoup plus fondamentale de la loi, puisqu'elle retarde la fermeture des «dépanneurs», nouveau terme qui comprend tous les commerces d'alimentation de moins de 150 mètres carrés, c'est-à-dire la grande majorité de nos épiceries, boucheries, boulangeries, etc. Le fait d'interdire la vente des boissons alcooliques aux «shops» associés aux stations d'essence n'atténue guère, d'ailleurs, la portée de la loi.

Le Conseil d'Etat a examiné avec une grande attention ce projet et a décidé de ne pas s'y rallier. En effet, ce projet fait fi du consensus des accords passés entre les organisations patronales et les syndicats pour accepter le projet aujourd'hui en vigueur, puisque ni les uns, ni les autres n'ont été à nouveau consultés et qu'aucune compensation ou accord passé entre patrons et travailleurs n'ont été trouvés.

Le Conseil d'Etat n'entend pas imposer à tous les détaillants en produits alimentaires une extension de l'horaire à 21 heures pour les intérêts d'une petite minorité. Il entendait régler le problème des «shops» et non pas celui de l'ensemble des commerces d'alimen-

tation. C'est la raison pour laquelle il se tiendra tout simplement à son projet initial.

Le Rapporteur. Excusez-moi, Monsieur le Président, mais c'est parti un peu sur les chapeaux de roue, j'étais aussi surpris que M. le Conseiller d'Etat et j'aimerais juste préciser ceci au nom de la commission: qu'est-ce qui distingue ce projet du projet du Conseil d'Etat? Tout d'abord, il maintient l'heure d'ouverture à 21 heures comme proposé par le Conseil d'Etat. En lieu et place d'une limitation des produits à ceux vendus dans les kiosques et la séparation des autres produits par des moyens techniques dénommés «rideau de fer», la commission vous propose simplement d'accepter l'élargissement des produits en se concentrant sur les produits d'alimentation, ainsi que des articles de consommation courante et la limitation de la surface de vente à 150 mètres carrés et moins, d'une part. D'autre part, elle estime que dès que les normes sont respectées, les «shops» ne doivent pas avoir l'exclusivité. C'est pourquoi toute personne souhaitant commercer, sur la base de ce projet, pourra le faire. Il s'agit aussi d'intégrer les petites épiceries et les petites commerçants, boulangeries, laiteries, etc. Cette manière de faire est construite sur le système des «dépanneurs» existant au Canada.

La commission, par 7 voix contre 6, a accepté ce projet et il y a un rapport de minorité qui sera présenté.

Max Felser (SP, LA), rapporteur de la minorité de la commission. Vu la forte minorité de cette commission, nous avons décidé de vous présenter un rapport de minorité pour vous signaler et expliquer les quatre points où nous avons eu des divergences entre les deux tendances de cette commission.

Le premier point: c'est le nom et l'application de «dépanneurs». On a prévu cette loi pour résoudre le problème des «shops» des stations d'essence qui sont hors la loi avec leurs heures d'ouverture. Alors, il faut adapter la loi pour ces types de magasins. Or actuellement on veut modifier cette loi sans faire les consultations nécessaires auprès des différents partenaires puisque cette loi introduit, de par sa modification un nouveau type de magasins. On n'a pas consulté correctement les syndicats et les représentants de l'économie concernés en ayant un contrat le travail avec le personnel qui soit applicable aujourd'hui; il relevait de la direction de l'économie et non de la direction concernée aujourd'hui. Dès lors, ce n'est pas complet. Deuxième point, la gamme des produits offerts par ce type de magasins. En principe, ce sont des denrées alimentaires; or maintenant, il est prévu dans cette loi de pouvoir se ravitailler avec d'autres produits de dépannage. Personnellement, si j'ai une panne, c'est soit mon ordinateur ou ma voiture qui est en panne. Et, si je n'ai plus de beurre à mettre sur mon pain, c'est moins grave. Il faut préciser exactement dans la loi ce que l'on veut. Si on veut un dépannage alimentaire, alors il faut biffer la dernière partie de la phrase de cet alinéa.

Troisième point, la question des surfaces. La proposition qui est sur la table préconise une surface de 150 mètres carrés. Alors, il est intéressant de savoir comment on a fixé ces 150 mètres carrés. On a demandé

aux stations pétrolières ce qu'elles avaient comme surface et maintenant, c'est ce chiffre qui est inscrit dans la loi. Vous pouvez aussi aller sur une autoroute pour mesurer la vitesse des voitures et dire: «Tout le monde roule à 140 km/heure, alors il faut adapter la loi.» Mais ce n'est pas comme ça que cela marche! Il faut une volonté politique pour dire quelle est la surface qu'on veut et ensuite, il faut appliquer cette surface. C'est aussi comme cela sur l'autoroute, sinon je me trompe! (*Hilarité*). Et qu'en est-il de l'application de ces surfaces? Je me suis renseigné dans d'autres cantons en Suisse (Lucerne, Vaud, Genève): ils ont des lois similaires en préparation ou déjà en vigueur et la surface arrêtée dans ces cantons est de 80 mètres. C'est pour quoi on va proposer 80 mètres au lieu de 150.

Quatrième point, les conditions de travail. Tout le monde est d'accord sur ce point et c'est important; la commission et la majorité du Grand Conseil sont d'accord, sur le fait que les conditions de travail doivent être correctes, qu'il y a différentes méthodes pour imposer ces conditions de travail. Et là, on n'est pas tout à fait d'accord. Il y a une solution: celle de dire que c'est un marché libre; chacun fait comme il veut et l'autre possibilité est de forcer les partenaires à devoir négocier.

Une possibilité qu'a le Grand Conseil c'est de retarder la loi jusqu'à ce que les négociations soient terminées et correctes. Ceci est fait.

L'autre possibilité est de demander au Conseil d'Etat de retarder la mise en vigueur de cette loi, mais ceci n'est pas sous contrôle, on peut seulement demander au Grand Conseil un passage sous contrôle. Il faudrait alors prévoir un alinéa dans la loi qui fixe à quelles conditions un commerce a le droit d'ouvrir le dimanche et le soir. Peut-être que les juristes «puristes» rétorqueront que c'est une condition du contrat de travail; mais il faut dire parfois qu'il est plus important d'avoir une loi compréhensible ou contre la volonté du parlement, mais pas pure, pure!?

Ich fasse zusammen auf deutsch. Ganz klar kann niemand ernsthaft dagegen sein, dass die Öffnungszeiten dieser Tankstellenshops verlängert werden. Die Frage ist, welches sind die Bedingungen, die genau eingehalten werden sollen. Wir haben hier vier Bedingungen, die abweichen von der Mehrheit der Kommission.

Denis Boivin (PLR, FV). Là aussi, à titre préliminaire, je tiens à vous donner la position du groupe libéral-radical quant au projet sur lequel nous sommes appelés à nous prononcer ce matin, en première lecture. Le groupe libéral-radical vous demande de soutenir le projet N° 319 ter, s'agissant des heures d'ouverture des kiosques et des commerces de dépannage. Il ne faut pas oublier, et M. Gobet vient de le rappeler, que le but de telles dispositions légales sur les heures d'ouverture des commerces est de garantir une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire cantonal entre les commerces exerçant des activités identiques ou quasi identiques.

Le groupe libéral-radical approuve la possibilité donnée aux communes de retarder l'heure de fermeture des kiosques et des «dépanneurs» jusqu'à 21 heures en semaine, ainsi que la possibilité donnée à ces mêmes communes d'autoriser l'ouverture dominicale de ces

deux types de commerces de 6 à 19 heures. Cette possibilité, c'est-à-dire cette «Kannvorschrift» n'est pas, en tant que telle une obligation, c'est-à-dire une «Mussvorschrift» et ce à deux titres:

premièrement, les communes sont libres de retarder ou non l'heure de fermeture et respectivement, d'autoriser ou non l'ouverture dominicale.

Deuxièmement, les kiosques et les «dépanneurs» sont libres de retarder leur propre heure de fermeture, respectivement, d'ouvrir le dimanche ce, dans les limites des règlements communaux. Doit-on, craindre, dès lors, un débordement des kiosques et des «dépanneurs» ouvrant jusqu'à 21 heures en semaine? Non et pour preuve: actuellement, la législation autorise la fermeture des commerces à 19 heures en semaine. Or, concrètement, en tout cas en ville de Fribourg, mais je pense que c'est le cas dans tout le canton, beaucoup de commerces ferment à 18 h 30, quand ce n'est pas déjà même à 18 heures. Et puis, deuxièmement, actuellement, on a la possibilité, de par la loi, d'ouvrir une fois par semaine jusqu'à 21 heures; les communes ont fait application de cette possibilité mais, concrètement, beaucoup de commerces, l'énorme majorité des commerces n'ouvrent pas jusqu'à 21 heures, alors qu'ils pourraient le faire et ils ferment à 18 h 30, voire même à 18 heures.

Nous nous devons d'être un canton libéral. Nous devons soutenir ce projet de loi et permettre à des commerçants qui exploitent des kiosques et des commerces de dépannage qui veulent ouvrir plus tard, qui veulent ouvrir le dimanche, de pouvoir le faire, mais dans un cadre légal et non dans l'illégalité qui prévaut actuellement, comme l'a rappelé avant M. le Commissaire du Gouvernement. A eux de faire leurs calculs en matière d'investissements, en coûts de personnel, par exemple, ou en matière de recettes budgétaires ou effectivement réalisées.

Doit-on craindre des abus dans les relations de travail? Tout d'abord, je tiens à dire une chose et je viens de le dire: les commerçants vont faire leurs calculs. Vous avez tous lu «le sondage» de la FRC. Soi-disant, peu de gens sont intéressés par ces heures d'ouverture plus tardives. Or si c'est vraiment le cas, les commerçants feront leurs calculs, ils n'auront pas un client et ils n'ouvriront pas le soir, ils ne sont pas fous! Et de plus, s'agissant de la législation sur le travail, je tiens à rappeler que nous ne devons pas confondre la législation sur la police du commerce et la législation sur le travail. Et à ce titre, le règlement de la loi sur l'exercice du commerce, dans son article 8, précise que, s'agissant de la législation sur le travail, le respect des prescriptions spéciales en matière de durée du travail, de repos et de protection de la santé des travailleurs, demeure expressément réservé, ce qui revient à dire que quelles que soient les heures d'ouverture autorisées dans ce canton, la législation sur le travail doit être respectée.

De plus, nous devons aussi laisser le choix à ceux qui souhaitent travailler le soir; il y a certaines personnes pour qui l'horaire du soir est très arrangeant, car ces personnes vivent en couple, en famille et en travaillant le soir, ces personnes savent que leurs enfants sont en de bonnes mains, car le conjoint qui a travaillé la journée s'occupe d'eux le soir et à 21 heures, ils peuvent

ensuite se retrouver. Il y a aussi des personnes qui aiment travailler plus tard, car n'oublions pas que les heures de travail entre 19 et 21 heures, généralement, sont légèrement mieux rémunérées que les heures durant la journée.

Aujourd'hui, nous avons ainsi la chance de créer, voire de conserver des places de travail dans ce canton. Ne nous en privons donc pas. Le groupe libéral-radical vous demande ainsi de soutenir ce projet de loi selon la version ter et ainsi, de dépanner les «dépanneurs».

Yves Menoud (PDC, GR). A titre préliminaire, mais également dans le cadre de cet article 7, je tiens à vous donner la position du groupe démocrate-chrétien qui a examiné en détail le projet 319, aussi bien la version du Conseil d'Etat, que celle de la commission.

Bien que le Conseil d'Etat soutienne sa version initiale, en raison des embûches rencontrées lors de l'établissement de la loi actuelle, le groupe démocrate-chrétien est favorable à la proposition de la commission, soit la version 319 ter. La raison principale réside dans le fait que le système des «dépanneurs» ne concerne pas uniquement les «shops» des stations d'essence. En effet, il permet de mettre un point final au problème du non-respect des dispositions relatives aux heures d'ouverture de la loi sur l'exercice du commerce par les «shops» et à celui de l'inégalité de traitement par rapport aux autres commerces.

Cependant, sous deux aspects, soit au niveau de la surface maximale des commerces et «dépannages» et pour ce qui est de la compétence des heures d'ouverture des kiosques et des «dépanneurs», ce projet ne répond pas à nos exigences.

Dès lors, nous allons soumettre deux amendements au projet 319 ter qui concernent aussi bien les articles 7 que 8; du fait de leur complexité, nous les présentons maintenant:

ces amendements traitent, d'une part, de la diminution de la surface maximale du commerce de 150 mètres carrés à 100 mètres carrés et, d'autre part, le transfert de la compétence au niveau des heures d'ouverture en semaine des kiosques et des commerces de dépannage du domaine communal au domaine cantonal.

Pour des raisons de systématique dans l'énoncé des notions et par souci de clarté, les modifications résultant du deuxième amendement amènent une nouvelle disposition des articles 7 et 8 tels qu'annoncés par rapport au projet 319 ter. C'est pourquoi, pour une meilleure appréciation, elles vous ont été remises sous forme «papier».

En conséquence, l'article 7 amendé traite, dans son principe, des heures d'ouverture des commerces sur semaine à l'article 7a; les notions de kiosques et de «dépanneurs» sont définies, les heures d'ouverture en semaine sont précisées et la particularité propre aux commerces directement liés aux stations d'essence en matière de vente de boissons alcooliques est mentionnée.

L'article 7b légifère au niveau de l'ouverture en semaine des commerces installés dans les sites touristiques.

L'article 8 reprend intégralement le texte de ce même article qui figure dans la présente loi en vigueur et non plus dans les projets.

S'agissant de l'octroi de la compétence aux communes des heures d'ouverture en semaine des kiosques et des «dépanneurs», celle-ci pourrait avoir pour conséquence une distorsion de la concurrence, du fait que les kiosques, les «shops» et les petits commerces d'une localité resteraient ouverts jusqu'à 21 heures en semaine, tandis que dans la localité voisine, ceux-ci devraient fermer leurs portes à 19 heures. Ce n'est certainement pas ce que veut le législateur.

On pourrait objecter que cela restreint quelque peu l'autorité communale, mais il semble, dans le cas présent, que cela ne doit pas être contesté par les responsables communaux députés.

Pour ce qui est du premier amendement, la surface maximale de 100 mètres carrés nous paraît la mieux adaptée à la vente des produits appartenant à ceux qui sont définis comme faisant partie de la gamme restreinte de consommation courante. Par cette surface limitée, on évitera l'étalement d'une foule de produits n'entrant pas dans l'esprit de l'article 7 de cette loi, ce d'autant plus qu'il nous paraît impossible et impensable d'établir la liste des produits de la gamme restreinte de consommation courante. Bien entendu, les besoins changeants des consommateurs, ainsi que les nouveautés en sont la cause. Et il faudrait, sans cesse adapter la liste.

Voilà pour ce qui est de notre prise de position et nous vous demandons d'accepter nos propositions.

Jean-Claude Rossier (UDC, GL). En guise de préambule, j'aimerais également vous dire que lors de sa réunion, le groupe de l'UDC a examiné avec beaucoup d'attention le projet de loi qui nous est soumis aujourd'hui. Dans le cadre de nos discussions, il est clairement ressorti que les modifications, ainsi que les articles nouveaux qui nous sont proposés régleront une fois pour toutes la problématique de la dénomination de l'assortiment des surfaces, ainsi que des heures d'ouverture de commerces qui, qu'on le veuille ou non, répondent actuellement à un réel besoin de la population.

Les temps changent, les habitudes d'achats d'hier ne sont plus les mêmes aujourd'hui, encore moins demain. Donnons la chance à ces commerces de trouver leur place dans un marché très dur, dominé par les grands distributeurs. Avec ce système de «dépanneurs», nous offrons aussi la possibilité aux petits commerces villageois d'être sur un pied d'égalité avec les «shops» des grandes agglomérations. N'oublions pas non plus les possibilités offertes à toute une catégorie de personnel (étudiants, étudiantes, mères de famille) de pouvoir travailler à des heures leur permettant de conjuguer au mieux leurs études et leur vie familiale; c'est aussi le maintien d'une centaine de places de travail.

Fort de toutes ces considérations, le groupe de l'UDC soutient à l'unanimité ce projet de loi et vous invite à en faire de même.

Jean Bourgnicht (PDC, FV). A la suite de l'intervention de M. Menoud, j'aimerais insister ici sur un point qui m'apparaît fondamental aussi d'ailleurs en

tant que conseiller communal qui est en charge des problèmes d'ouverture des commerces:

une législation cantonale sur l'exercice du commerce n'a de sens que si elle fixe des horaires de base identiques pour l'ensemble du canton. A ce propos, je voudrais citer deux extraits du message du Conseil d'Etat du 12 août 1997 qui accompagnaient le projet de loi sur l'exercice du commerce; je cite: «S'agissant des heures d'ouverture des commerces (écrivait le Conseil d'Etat), le projet prévoit un horaire de base et donne aux communes la possibilité de l'élargir dans certaines limites et à certaines conditions. Cette solution a l'avantage d'assurer une certaine uniformité sur le plan cantonal et évite que l'on se trouve en présence d'un vide juridique lorsqu'une autorité communale ne fait pas usage de son pouvoir réglementaire.» Et plus loin: «Conformément au vœu le plus souvent exprimé lors des travaux préparatoires, l'article 7 concrétise, dans un domaine sensible, l'idée d'une réglementation étatique. En garantissant à la base une égalité de traitement entre les commerces d'un bout à l'autre du canton, il évite le tourisme des ouvertures qu'engendreraient une compétence laissée aux communes de retarder à leur guise l'heure de fermeture. Il correspond, en outre, à un compromis susceptible de répondre aux réels besoins du consommateur sans mettre pour autant en péril la paix sociale.»

Vous vous rappelez sans doute qu'il était notamment question, à l'époque, des horaires différents de fermeture que l'on rencontrait dans les différents centres commerciaux du canton, suivant que ces centres étaient situés sur le territoire d'une commune ou sur le territoire d'une autre commune. Cette situation était mauvaise, tout le monde, à l'époque l'avait admis, et cette situation a heureusement été corrigée. Or, il est évident qu'aujourd'hui, avec la proposition tant du Conseil d'Etat que de celle de la commission, la formule retenue à l'article 8 selon laquelle les communes peuvent retarder l'heure de fermeture à 21 heures, nous allons nous retrouver inévitablement avec le même problème que celui qu'on a voulu, à raison, éliminer en 1997, à savoir une disparité entre communes au niveau des kiosques et des commerces de dépannage. Cette disparité ne serait pas comprise ni des commerçants, ni des consommateurs. Comment expliquerez-vous que dans une commune, un «shop» attendant à une station d'essence peut-être ouvert jusqu'à 21 heures, alors que celui qui est situé à quelques centaines de mètres de là, mais sur le territoire d'une autre commune, devrait impérativement fermer ses portes à 19 heures déjà. Cela ne serait pas défendable.

D'autre part, pourquoi tous les commerces de ce canton auraient-ils le droit, en principe, à un horaire de base identique, à l'exception des seuls kiosques et commerces de «dépanneurs».

La proposition d'amendement de M. Menoud a donc le mérite d'éviter ces inégalités de traitement entre communes et entre commerces. Elle reprend, en outre, la systématique de la loi de 1997, puisqu'elle fixe, à l'article 7 un horaire de base cantonal valable pour l'ensemble du canton. Les communes, comme c'est le cas aujourd'hui, resteraient compétentes pour décider des exceptions, à savoir la nocturne hebdomadaire (c'est l'art. 8) et les ouvertures dominicales (c'est l'art. 10).

Cette proposition d'amendement est donc parfaitement cohérente pour cette raison. Elle est la seule réaliste, elle garantit une égalité de traitement et dans ce sens-là, je vous propose instamment de la suivre dans son entier.

Bernard Bavaud (PS, FV). Dans ce débat, il s'agit encore et toujours d'une vision de société. Voulons-nous respecter la loi sur le commerce que nous avons votée à près de 80 % du corps électoral il y a quelques années, dans un référendum où la gauche et l'Association des petits commerçants s'étaient unis pour les heures d'ouverture respectueuses pour les vendeurs et vendeuses et pour ne pas écraser les petits commerces. On voit maintenant les propriétaires de grandes surfaces dont l'objectif est de vendre toujours plus au détriment des petits commerces et de détourner la loi, avec la multiplication de «shops» qui sont illégaux. Ce n'est pas moi qui le dit, mais M. le Conseiller d'Etat Grandjean a dit que ces «shops» sont illégaux. Il faut dire non à l'américanisation de notre société où certains voudraient que des magasins soient ouverts le plus longtemps possible, jour et nuit, 7 jours sur 7, comme aux Etats-Unis. Les consommateurs peuvent très bien s'organiser aux heures prévues par la loi et non pas avoir à disposition, jusqu'à 22 heures, de véritables magasins où l'on trouve toutes sortes d'objets de consommation faisant concurrence aux petites épiceries.

M. Bourgknecht dit que c'est une égalité de traitement d'élargir à toutes les communes et à toutes les épiceries ce que vous nous proposez. C'est une tromperie, car en élargissant la loi à tous, les petits commerces ne pourront pas engager du personnel. Et c'est une concurrence déloyale.

Dans ce débat, il s'agit de rester conséquents avec ce qu'a voulu à plusieurs reprises le peuple fribourgeois, y compris pour le samedi, la fermeture à 16 heures, ce que voulaient les mêmes milieux: prolonger jusqu'à 17 heures. Il faut donc s'opposer à cette loi et j'invite les députés à suivre le rapport de minorité et les amendements qui seront proposés.

Alfons Piller (SVP, SE). Es stimmt mich natürlich sehr nachdenklich, wenn man jeden Tag innovativ und unternehmerisch sein und neue Initiativen ergreifen soll. Und wenn Frau Laurence Terrin sagt, es habe keine Frischprodukte in diesen Shops, so muss ich schlicht und einfach sagen, stimmt nicht. Die Produkte sind mehrheitlich frisch. Ich kann aus eigener Erfahrung sagen, wie es bei Eiern, Fleisch oder Brot ist. Wenn Sie mir sagen, dass wir andere Einkaufsmöglichkeiten haben, dann zeigen Sie mir die Kontrollen für importierte Produkte bei Migros, Coop usw. Meine Meinung ist, wenn es schon Leute gibt, die sich mit dieser Sache auseinandersetzen und probieren, sich auf dem Markt zu positionieren, sollte man ihnen freien Lauf lassen. Ein Käser hat mir einmal gesagt, dass es nicht normal sei, dass man die Fondue Mischung in einer Autobahnraststätte oder in einem Shop einkaufen kann. Da muss ich aber appellieren, dass man vielleicht auch in dieser Branche ein wenig flexibler sein sollte und nicht nur am Morgen zwei, drei Stunden und viel-

leicht am Abend bei der Milchannahme die Käserei öffnen könnte. Dann würde der Käser vielleicht auch einmal Fonduemischung verkaufen.

– Adopté (selon projet ter). La deuxième phrase de l'article 7 alinéa 1 est abrogée.

(ART. 8 NOTE MARGINALE ET AL. 2)

Le Rapporteur. Cet article n'est pas modifié. Nous maintenons le texte du Conseil d'Etat.

– Adopté.

(ART. 8A (NOUVEAU))

Le Rapporteur. Ici, la commission a modifié un peu la présentation de l'article 8a (nouveau). b) Kiosques, alinéa 1, en disant: «Les communes peuvent retarder l'heure de fermetures des kiosques jusqu'à 21 heures.» Et à l'alinéa 2, il s'agit de la définition des kiosques.

Yves Menoud (PDC, GR). Conformément à ce que j'ai présenté tout à l'heure, c'est sous cet article 8a que je présente notre amendement figurant sous le texte que vous détenez, articles 7a et 7b qui traitent des heures d'ouverture du principe «kiosques» et «dépanneurs», «sites touristiques».

Comme les motivations ont déjà été expliquées par M. Bourgknecht et moi-même, je ne peux que vous encourager à soutenir cet amendement.

Le Rapporteur. Je vous invite à suivre la proposition du projet ter. Effectivement, je peux comprendre la présentation de M. Menoud, mais si on commence à déplacer les articles 7a de M. Menoud à l'article 8a de la commission, on ne va jamais s'en sortir dans la procédure. Je vous propose en tout cas de travailler sur la base du projet 319 ter.

Antoinette Romanens (PS, VE). Je trouve qu'il règne une grande confusion à propos de ce que nous allons voter. La proposition de modification de M. Menoud était notifiée concernant l'article 7. Or, cet article 7 n'a jamais été modifié par l'article premier du projet 319. Cela me pose un grave problème, c'est-à-dire que normalement, la commission n'a pas à modifier un article de loi qui n'est pas touché par une proposition de message du Gouvernement. Donc, je ne comprends pas pourquoi, premièrement, elle a touché à cet article 7 qui figure dans l'article premier du projet 319 ter. Actuellement, on nous reporte des objets sur l'article 8. Je trouve que c'est très confus et je demanderai à M. le Président de nous donner plus d'explications.

Le Président. Le Président du Grand Conseil a suivi la commission et n'a rien modifié. J'ai ouvert la discussion, vous aviez tout loisir de prendre la parole et actuellement, nous sommes à l'article 8a (nouveau); et j'oppose un amendement de M. Menoud au projet de la commission. Je vous demande de vous exprimer sur le projet de la commission et sur l'amendement de M. Menoud.

– Au vote, la proposition de la commission est acceptée par 46 voix contre 39. Il y a des abstentions.

– Modifié (selon projet ter). L'alinéa 1 de l'article 8a nouveau et ainsi libellé: ¹ *Du lundi au samedi les communes peuvent retarder l'heure de fermeture des kiosques jusqu'à 21 heures.*

(ART. 8B (NOUVEAU) C) DÉPANNEURS)

Le Rapporteur. C'est le vif du sujet; l'article 8b (nouveau) c) dépanneurs: au premier alinéa, nous fixons l'heure d'ouverture jusqu'à 21 heures durant la semaine de ces commerces de dépannage dits «dépanneurs». L'alinéa 2 définit les «dépanneurs», tout d'abord, en limitant la surface à 150 mètres carrés et moins de ces locaux de vente qui offrent, pour l'essentiel des denrées alimentaires, ainsi qu'une gamme restreinte d'articles de consommation courante.

Je précise ce qu'est «l'essentiel des denrées alimentaires ainsi qu'une gamme restreinte d'articles de consommation courante»: je suis allé voir ce qui existait dans les magasins; c'est ce qu'on trouve dans des petites épiceries de villages et de quartiers et cela se dénomme ainsi: les denrées coloniales, la ligne blanche, c'est-à-dire le lait et ses dérivés; la ligne rouge: la viande et ses dérivés; les produits frais: les légumes et fruits; le surgelé et les articles qu'on trouve dans les kiosques.

Et à l'alinéa 3, la commission vous propose que la vente de boissons alcooliques est interdite dans les «dépanneurs» liés à une station d'essence.

Le Commissaire. Je rappelle simplement que le Conseil d'Etat s'en tient à sa version première et que, par conséquent, il n'entre pas en matière sur cette ouverture à l'ensemble des commerces.

Huguette Piantini (PS, SC). Le groupe socialiste va aussi garder la version originale du Conseil d'Etat. En fait, le terme «dépanneurs» ne convient pas. J'ai regardé dans le dictionnaire l'explication de ce mot où il est dit: «Celui qui dépanne»; alors d'accord pour des surfaces qui vendent, pour l'essentiel, des denrées alimentaires. Par contre, dans la définition de l'article 8b, alinéa 2, on dit: «... ainsi qu'une gamme de produits de consommation courante».

Alors, 150 mètres carrés de surface pour un «shop» ou «dépanneur» (on n'a pas fixé la hauteur, on a seulement fixé la surface); oui, mes chers, parce que vous verrez qu'on va avoir d'énormes problèmes justement avec ces définitions. Et c'est pour cela que nous n'avons pas envie qu'on laisse ces «produits de consommation courante». C'est quoi «vos produits de consommation courante», aujourd'hui? Je l'ai déjà dit en commission, pour moi, c'est mon ordinateur! Ça c'est des «articles de consommation courante»!

Le Président des boulangers-pâtisseries a dit et je cite: «Cette commission manque de bon sens». Eh bien oui, la commission manque de bon sens, mais la majorité, pas la gauche! (*Hilarité*).

Le groupe socialiste refuse donc d'entrer en matière sur le terme de «dépanneurs» et vous propose de le remplacer par «shop avec station d'essence»

Max Felser (PS, LA). Comme je l'ai déjà dit dans cette pseudo-entrée en matière, j'ai déposé plusieurs propositions d'amendement:

la première concerne la surface. On est d'avis que 80 mètres carrés c'est assez pour le dépannage, sinon c'est un petit commerce.

La deuxième proposition a déjà été citée par M^{me} Piantini: on s'oppose au mot «dépanneur» et on veut le remplacer dans tout l'article par «shop avec station d'essence». Alors, on revient au projet initial du Conseil d'Etat pour cette terminologie.

Dans la discussion, on s'est rendu compte qu'il y avait un problème d'égalité de traitement et j'estime que ce n'est pas tout à fait le cas, car c'est un marché différent entre des stations d'essence et les petits commerces de villages; il y a une autre clientèle, un autre accès à ces stations-là, et on ne peut pas mélanger car eux-mêmes ne se soumettent pas aux mêmes conditions de travail. Dès lors, si on veut l'égalité, il faut commencer avec l'égalité des conditions de travail et ainsi on n'aura pas d'inégalité sur le marché libre, c'est-à-dire qu'une partie des commerçants respecte les règles du jeu alors que l'autre ne les respecte pas. Et il ne faut pas dire que ce n'est pas le cas, car nous avons rencontré plusieurs situations de personnes qui travaillent dans ces stations à des conditions différentes de celles acceptées par contrat avec les autres commerçants dits «normaux».

Le troisième proposition d'amendement que nous avons faite va exactement dans cette direction-là; un alinéa 2bis à ajouter entre le 2^e et 3^e alinéa libellé ainsi: «Seuls les commerces dont les employés bénéficient des conditions fixées par le contrat-cadre pour le personnel de la vente sont considérés comme des «dépanneurs». Si vous acceptez l'autre modification, les «shops avec station d'essence», c'est clair que ce n'est pas une condition de travail mais c'est une condition pour ouvrir le magasin. Dès lors elle a sa place dans cette loi: les conditions pour ouvrir, c'est de suivre les règles du jeu. Et ce n'est pas une condition de travail mais c'est une condition pour ouvrir le magasin.»

La dernière proposition d'amendement, tend à limiter les gammes de produits, comme je viens de le dire dans l'introduction, on veut *biffer*: «la fin de l'alinéa 2 ... ainsi qu'une gamme restreinte d'articles de consommation courante»; on se restreint, on se fixe uniquement sur les denrées alimentaires.

Benoît Rey (PCS, FV). D'abord, je constate quand même le flou relatif dans lequel nous discutons maintenant de cette loi; en passant de l'article 7 d'une version à l'article 8 de l'autre démontre le bien-fondé qu'il y aurait eu à prendre plus de temps pour y réfléchir.

Sur le sujet qui nous intéresse maintenant, j'aimerais faire une remarque générale: la majorité de la commission, en introduisant ce terme de «dépanneur» a réussi à enlever toute notion différenciée dans le domaine du commerce. Par la définition donnée «denrées alimentaires, mais autres articles de consommation courante», absolument toutes les ventes qui se feront dans ces «shops» seront autorisées. Il y aura des débats, des recours, mais ce n'est pas avec une loi aussi floue que celle-ci que nous pourrions trancher sur ces recours. Donc, on en vient maintenant à choisir non pas si nous voulons un «shop d'essence» ou un «dépanneur», mais si tout commerce dans le canton de Fribourg qui n'ex-

cède pas 150 mètres carrés peut être ouvert aux conditions proposées par la commission.

J'aimerais bien que l'on appelle un chat, un chat et qu'on ne se cache pas derrière des dénominations qui sont trompeuses.

Armin Haymoz (PDC, SE). Avec mon collègue Markus Ith, nous avons déposé un amendement tendant à *biffer l'article 8b alinéa 3*. Je m'explique: on veut interdire aux stations d'essence toute vente de boissons alcooliques, même si, à quelques centaines de mètres, il y a un «dépanneur» qui peut vendre des boissons alcooliques. Là il y a inégalité de traitement. On est tout à fait d'accord et la loi sur le commerce dit déjà, que toute consommation d'alcool dans ces stations est interdite. Alors, j'aimerais bien faire cette différence: on veut donner l'autorisation, comme aux «dépanneurs» des stations d'essence, de vendre des boissons alcooliques, mais c'est une interdiction qui est déjà dans la loi. C'est déjà le cas aujourd'hui: une interdiction de consommation d'alcool sur place. Une petite enquête dans les autres cantons romands nous a donné un résultat très clair: les Valaisans, les Neuchâtelais n'interdisent pas non plus la vente de boissons alcooliques et il faut quand même donner là la possibilité, par exemple, à un touriste qui vient dans la région de Morat, de pouvoir acheter, un dimanche, dans une station d'essence, une bonne bouteille de vin du Vully qu'il aimerait bien, le soir, offrir à quelqu'un, chez lui, à la maison.

En ce qui concerne la surface des locaux de vente, je suis tout à fait d'accord d'accepter une diminution de 150 mètres à 100 mètres carrés. Je rappelle que le Valais a également une surface de 100 mètres, Genève: 100 mètres, Thurgovie, Saint-Gall, etc, sont à 120 mètres. Quand on prend les cantons romands, 100 mètres est une surface tout à fait convenable et cela va également limiter les problèmes qui ont été cités par M. Rey, du fait que l'assortiment sera de toute façon limité.

Je vous invite donc à soutenir la proposition de supprimer l'alinéa 3 de l'article 8b et d'accorder la possibilité aux stations de vendre de l'alcool, mais pas d'en consommer sur place, uniquement d'en vendre, afin que les vins, les produits fribourgeois puissent être également vendus et d'accepter de limiter à 100 mètres carrés la surface des locaux de vente.

Cédric Castella (Ouv, GR). Je voudrais remettre l'accent sur ce que j'avais dit lors de la discussion sur la proposition de renvoi: pour nous, le respect de conditions de travail décentes, de conditions-cadres de travail est un élément primordial.

Dans ce sens-là, le groupe Ouverture n'entrera en matière sur l'acceptation ou non de tel ou tel amendement que si cet amendement proposé par M. Felser qui demande le respect des conditions-cadres est accepté. Dans le cas contraire, nous n'interviendrons plus et nous refuserons globalement cette modification de la loi sur l'exercice du commerce.

Markus Ith (PDP, LA). Je soutiens les arguments de M. Haymoz et je souligne encore une fois les raisons

pour lesquelles nous demandons de *supprimer l'alinéa 3 de l'article 8b*. Avec cette suppression, nous poursuivons le but initial du changement de la loi, une égalité dans les règles du jeu pour tous les commerces. Ce n'est pas pour la promotion de vente ou de consommation des boissons alcooliques; au contraire, les dispositions figurant dans la loi et le règlement sont suffisantes.

Les articles 24 à 29 de la loi et le chapitre 5 du règlement comportent les dispositions détaillées pour les commerces avec les boissons alcooliques et prescrivent qu'une patente est nécessaire pour faire de la vente. «Il est particulièrement interdit aux exploitants d'offrir des boissons alcooliques à consommer dans le local de vente ou dans ses dépendances et de vendre des boissons alcooliques aux jeunes et aux personnes manifestement prises de boisson». Ces dispositions seront donc aussi applicables pour les «dépanneurs». Sie sehen, dass das Gesetz und das Reglement glücklicherweise bereits heute die notwendigen Schranken aufweisen, den Konsum und den Verkauf von alkoholhaltigen Getränken unter Kontrolle zu halten und ausserdem die Gleichbehandlung aller Geschäfte sicherzustellen. Aus diesen Gründen und um die gesetzliche Grundlage einfach und in ihrem Aufbau logisch zu behalten, ist einer Streichung des Absatzes 3 zuzustimmen. Die verfolgten Ziele werden dennoch erreicht.

Je vous invite donc à accepter cet amendement.

Yves Menoud (PDC, GR). Pour être concret et certain que l'amendement du groupe démocrate-chrétien soit pris en compte, je dépose formellement l'amendement relatif à la surface maximale des «dépanneurs», c'est-à-dire que le groupe souhaite une surface maximale limitée à *100 mètres carrés*. Cette surface nous paraît la mieux adaptée conformément à ce qui est défini pour les produits appartenant à la gamme restreinte de consommation courante. Cela évitera tout débordement de produits qui n'auraient rien à faire dans ce type de commerce.

Le Rapporteur. J'imagine que nous allons voter alinéa par alinéa. Personnellement, je reprends alinéa par alinéa:

alinéa 1: personne ne s'oppose à l'ouverture jusqu'à 21 heures.

Alinéa 2: la définition des «dépanneurs»; que vendent-ils? Je l'ai cité en préambule et je répète à M^{me} Piantini qu'il s'agit des denrées coloniales: le lait, le froid et la viande pour les dérivés, les produits frais, les produits de kiosque et les surgelés. C'est ce que nous devons trouver dans ce genre de commerces. J'ai plusieurs amendements: je propose le maintien de ce deuxième alinéa tel que proposé.

Au niveau de la surface, plusieurs personnes ont fait des propositions: M. Felser propose 80 m², M. Haymoz et M. Menoud 100 m². Je n'ai pas entendu telle sorte de motivations. La seule chose que je puis dire, c'est que si nous avons fixé la surface à 150 m², c'est pour tenir compte de l'existant, c'est vrai, je ne m'en cache pas! Avec cette surface, il est possible d'acha-

lander de manière assez agréable. Si un commerce a 125 m², il devrait baisser la surface pour les heures d'ouverture nocturne, c'est-à-dire, fermer une partie du magasin, laisser 25 m², on ne peut plus rien faire avec ces 25 m². 150 m² tiennent compte de quelque chose de raisonnable. Si on doit séparer ces produits, c'est revenir un peu au système du «rideau de fer». Aller plus bas que 100 m², c'est vider le projet de sa substance, on l'enterre et si on abaisse la surface pour éviter un référendum, je crois qu'on se trompe, ce n'est pas cet élément-là qui va faire pencher la balance.

Dès lors je vous invite à accepter les 150 m² qui me paraissent être une surface raisonnable. On doit quand même avoir une certaine surface de vente.

La proposition de M. Felser concernant l'article 8b (nouveau) tendant à changer la dénomination générale «dépanneur» par «shop avec station d'essence», signifie qu'on exclut tous les petits commerces. Et je ne crois pas que c'était le but au départ. Et quand on dit «les shops liés aux stations d'essence», qui peut se payer des stations d'essence?

Les grandes surfaces et pas les petits commerçants. Donc, c'est contreproductif. Je vous invite donc à suivre notre proposition.

M. Felser propose aussi l'abolition des mots «... ainsi qu'une gamme restreinte d'articles de consommation courante». Comme je vous l'ai déjà dit, j'ai cité les produits qui étaient à vendre.

L'article 8b introduit une nouvelle notion: l'alinéa 2 bis *seuls les commerces dont les employés bénéficient des conditions fixées par le contrat-cadre pour le personnel de vente sont considérés comme «dépanneurs»*.

Donc, ces éléments-là ont été discutés en commission, les problèmes de syndicats, du personnel de vente, on n'y a pas été insensibles, mais on estime que la commission ne peut pas, elle, s'immiscer dans les négociations entre les syndicats et les représentants des exploitants des «shops». La commission souhaite qu'un arrangement puisse avoir lieu entre les partenaires. D'ailleurs, j'ai mis en présence les parties qui se sont vues au moins une fois, à ma connaissance (je ne sais pas si c'est plus ou moins). La commission n'a pas de compétence pour négocier et ce n'est pas dans la loi que nous réglerons ce problème, ce n'est pas l'endroit. En revanche, le Conseil d'Etat s'est déjà entremis pour la loi sur le commerce, d'une manière générale. Moi, je souhaiterais qu'il s'entremette pour trouver des solutions entre les syndicats et les représentants des exploitants des «shops».

M. Rey a parlé d'une libéralisation totale des produits à l'alinéa 2. Je crois qu'il a mal lu: «l'essentiel» c'est les denrées alimentaires. C'est clair que si vous allez mettre des voitures, je trouverais idiot de le faire alors qu'il y a des garagistes qui ont une surface à côté.

Pour cette raison, je vous invite à suivre toutes les propositions de la commission.

Un dernier point: l'alcool, pas d'alcool? En fait, le Grand Conseil décidera. Pourquoi la commission a décidé d'interdire la vente d'alcool? Elle a adopté le même principe qui existe sur les autoroutes. Et les «shops» sont liés à la route, puisqu'il y a une vente d'essence. De plus, il y a aussi des problèmes d'hygiène, parce qu'il y a de la consommation sur place et il est difficile de voir quelqu'un qui fume et boit une bière à

côté du pain. De ce fait, pour ces raisons, la commission vous propose le maintien de cette interdiction de vente de boissons alcooliques.

Le Commissaire. Bien entendu, le Conseil d'Etat a quand même discuté dans les détails ce qui pourrait advenir en cas d'entrée en matière avec la nouvelle proposition de la commission et sur le plan de la surface et il a estimé qu'on ne devait pas aller au-delà de 100 mètres carrés. Donc, il s'est exprimé formellement en disant que cela ne devrait pas dépasser 100 mètres carrés dans la mesure où effectivement, ce sont les surfaces qui sont autorisées dans un certain nombre de «shops» dans d'autres cantons.

Concernant le problème des conditions des employés, là aussi, il a estimé assez clairement qu'il aurait été préférable justement d'avoir des conventions et puisqu'on nous a posé la question clairement: «Est-il possible, oui ou non, d'inscrire dans la loi?» En fait, à la proposition que nous fait maintenant M. Felser à l'article 3, je peux apporter cette réponse: d'un point de vue purement juridique, rien n'empêche que l'on intègre cette obligation dans la loi, mais d'un point de vue systématique, c'est clair que les juristes sont opposés dans la mesure où jusqu'à ce jour, c'est la loi sur le travail qui précise ces conditions. Mais sur le fond, le Conseil d'Etat a estimé, surtout sur la base d'un certain nombre d'exemples, parce qu'un certain nombre de «shops» – nous avons reçu quelques renseignements – n'appliquent pas du tout, aujourd'hui, c'est la minorité, j'en conviens, les conditions et même certaines conditions sont extrêmement lourdes pour le personnel. C'est la raison pour laquelle, en tout cas, il ne s'opposera pas à ce qu'on inscrive cet article de loi même si, d'un point de vue systématique, ça n'est pas vraiment souhaitable.

Pour le terme «dépanneurs», il s'en tient également à «shops avec station d'essence». Rien n'empêche, ensuite, de préciser ce que l'on entend par assimilation des autres petits commerces de détaillants. Il aimerait également, mais la limitation de la surface répond déjà, en partie à cela, que les denrées soient limitées. En outre, il a été tout à fait clair sur la vente des alcools: il s'y oppose formellement.

Le Président. J'ai reçu sur mon bureau une motion d'ordre émanant de M. Charles-Antoine Hartmann: «Votation sur la loi sur le commerce: Je propose de procéder à un nouveau vote des articles 7 et 8 du projet.»

Motion d'ordre Charles-Antoine Hartmann demandant de procéder à un nouveau vote des articles 7 et 8 du projet

Charles-Antoine Hartmann (PDC, FV). Le vote que nous avons eu tout à l'heure s'est fait dans une parfaite confusion et dans un premier temps, j'ai pensé qu'on pourrait peut-être reprendre la discussion et corriger «le tir», si j'ose m'exprimer ainsi, lors de la deuxième lecture. Mais je pense que cela ne serait pas suffisant. Il faut que l'on soit un peu au clair sur ce que l'on veut. Je donne pour exemple: tout à l'heure, M. le Rapporteur a dit: «Tout le monde est d'accord sur le principe,

de laisser les «shops» ou les «dépanneurs» ouverts jusqu'à 21 heures.» Or, le groupe démocrate-chrétien a déposé un amendement dans lequel il demande qu'il y ait harmonisation au niveau cantonal. Or, cette question a finalement «passé à la trappe», selon l'amendement (compliqué peut-être), en raison du fait qu'il faut déplacer les articles, les numérotations d'articles et on n'a pas pu se prononcer clairement. Ce que je vous propose, c'est que l'on ressorte un, deux, voire trois questions ou principes qui sont posés telles l'harmonisation cantonale, les surfaces des «shops» et l'heure de fermeture et une fois qu'on se sera mis d'accord sur ces principes qui peuvent être opposés de façon simple, alors on pourra en déduire un texte légal qui sera compréhensible par les administrés et ceux qui devront le respecter et l'appliquer.

Au niveau pratique, ce n'est pas que j'ai envie de boire une café, mais je proposerais que l'on prenne la pause et qu'avec le président et le chancelier, un petit groupe se mette d'accord pour organiser clairement les votes, de façon qu'on s'en sorte.

Charly Haenni (PLR, BR). Je partage l'avis de M. Hartmann concernant la pause, mais pas concernant le reste. Effectivement, il y a une légère confusion: il faut admettre qu'il n'était pas facile et certains amendement ont aidé à cette confusion. Cela étant, recommencer aujourd'hui ne servirait à rien, car vous n'avez pas en main tous les éléments pour prendre position. Par conséquent, il me paraît plus clair de terminer cette première lecture, de vous transmettre ensuite tous les éléments et de recommencer en deuxième lecture, d'une manière plus sereine et de façon que vous soyez informés correctement. Reprendre le débat en cours de discussion aujourd'hui ne ferait qu'ajouter de la confusion à ce que nous avons déjà fait.

Louis Duc (Ouv, BR). En qualité d'indépendant, je vous dirai franchement que dans notre milieu paysan: «Une truie n'y retrouverait pas ses petits» (*hilarité*). Alors, ça c'est sûr! Nous avons des propositions, nous avons eu des amendements, nous avons eu des propositions de ventes d'alcool, etc. On nous dit que la loi ne peut pas le permettre. Il n'y a aucune discussion là-dessus! Cette proposition de renvoi qui avait été formulée était une bonne proposition. Mais j'abonde dans le sens de M. Hartmann qui est mon ami (*hilarité*) et j'appuierai sa proposition.

– Au vote, la motion d'ordre de M. Charles-Antoine Hartmann est acceptée par 65 voix contre 48. Il y a des abstentions.

Projet de loi N° 319 (suite)

Le Président. A la suite de la motion d'ordre de M. Hartmann, de la discussion et de la compréhension durant la pause, je rappelle que l'article 7 n'avait pas lieu d'être voté, puisqu'il n'avait subi aucune modification, que le Conseil d'Etat acceptait les propositions de la commission et qu'aucune modification n'était proposée; donc il était accepté.

Pour l'article 8, il y a eu confusion dans un amendement qui concernait l'article 7 alors qu'il aurait pu se

rapporter à l'article 8. Donc, les amendements de M. Menoud seront traités avec l'article 8.

La numérotation de tous ces articles sera revue en deuxième lecture.

Pour la suite, nous allons procéder de cette manière: à l'article 8b «dépanneurs», nous avons un amendement déposé par M. Felser qui propose «shops avec station d'essence». Nous opposerons l'amendement de M. Felser à la proposition de la commission.

À l'article 8b, alinéa 2 nous aurons un premier vote qui opposera les surfaces (propositions de 80, 100 et 150 m²). Donc, nous allons proposer 80 et 100 m² dans premier vote et dans un deuxième vote, le vainqueur contre la surface 150 m² proposée par la commission. Nous aurons un deuxième vote sur cet article 8b soit un amendement de M. Felser qui propose la suppression de la fin de la dernière phrase, de l'alinéa 2 «... ainsi qu'une gamme restreinte d'articles de consommation courante.»

Nous avons une proposition de M. Felser pour l'article 8b alinéa 2^{bis} dont je vous donnerai lecture par la suite. Nous passerons à l'article 8b alinéa 3 où nous avons une proposition de M. Haymoz de supprimer cet alinéa.

À l'article 8c (nouveau) Activités particulières, nous parlerons de la cantonalisation des «shops».

M. le Commissaire du Gouvernement doit nous quitter à 11 h 15 maximum et nous nous arrêterons là si nous ne sommes pas arrivés au terme de ce projet de loi.

Nous allons procéder au premier vote de l'article 8b où nous allons opposer le mot «dépanneurs» à la proposition de M. Felser qui est de le remplacer par «shops avec station d'essence».

– Au vote, la proposition d'amendement de M. Max Felser est refusée par 78 voix contre 33. Il n'y a pas d'abstention.

Le Président. J'oppose l'amendement de M. Felser qui propose 80 m² de surface à l'amendement de M. Menoud qui propose 100 m².

– Au vote, la proposition de M. Max Felser (80 m²) opposée à celle de M. Yves Menoud (100 m²) est refusée par 82 voix contre 30. Il n'y a pas d'abstention.

Le Président. Je procède au deuxième vote, soit la proposition de M. Menoud (100 m²) contre la proposition de la commission (150 m²).

– Au vote, la proposition d'amendement de M. Yves Menoud (100 m²) opposée à celle de la commission (150 m²) est acceptée par 68 voix contre 40. Il y a des abstentions.

Le Président. Je poursuis avec l'amendement de M. Felser qui propose de *supprimer* à l'article 8 alinéa 2 les termes: «...ainsi qu'une gamme restreinte d'articles de consommation courante.»

– Au vote, la proposition d'amendement de M. Max Felser concernant l'article 8 alinéa 2 (suppression d'un membre de phrase) opposée à la proposition de la commission, est refusée par 82 voix contre 29. Il y a des abstentions.

Le Président. Je vous donne lecture de la proposition d'amendement de M. Felser pour l'article 8b alinéa 2^{bis}: «*Seuls les commerces dont les employés bénéficient des conditions fixées par le contrat-cadre pour le personnel de vente sont considérés comme des «dépanneurs».*»

– Au vote, la proposition d'amendement de M. Max Felser concernant l'article 8b alinéa 2^{bis} (nouvel alinéa concernant le mot «dépanneurs») est refusée par 73 voix contre 39. Il y a des abstentions.

Le Président. Nous passons à l'article 8 alinéa 3 avec une proposition de M. Haymoz qui propose de *supprimer l'alinéa 3* de l'article 8 b (nouveau).

– Au vote, la proposition d'amendement de M. Armin Haymoz concernant la suppression de l'alinéa 3 de l'article 8b est refusée par 68 voix contre 43. Il y a des abstentions.

– Modifié (selon projet ter + proposition d'amend. Menoud) l'article 8b nouveau est ainsi libellé:

c) Dépanneurs

¹ *Du lundi au samedi, les communes peuvent retarder l'heure de fermeture des commerces de dépannage jusqu'à 21 heures.*

² *Par dépanneurs, on entend les locaux de vente qui, sur une surface ne dépassant pas 100 m², offrent pour l'essentiel des denrées alimentaires ainsi qu'une gamme restreinte d'articles de consommation courante.*

³ *Lorsque de tels commerces sont directement associés à une station d'essence, toute vente de boissons alcooliques y est interdite.*

(ART. 8C [NOUVEAU])

Le Rapporteur. La commission se rallie à la proposition du Conseil d'Etat.

– Adopté.

(ART. 10 AL. 1 LET. A, E ET F [NOUVELLE])

Le Rapporteur. Ici, il faut être simplement cohérents pour les autorisations du dimanche et les jours fériés et on y ajoute les commerces de dépannage.

– Modifié (selon projet ter).

[¹ Les communes peuvent autoriser, de 6 à 19 heures, l'ouverture le dimanche et les jours fériés des commerces suivants:]

a) les commerces spécialisés dans l'alimentation tels que boulangeries, pâtisseries, laiteries, boucheries, épicerie et les commerces de dépannage au sens de l'article 8b al. 2;

...

e) (maintien du texte actuel de la loi);

f) (suppression du texte du Conseil d'Etat).

ART. 12B (NOUVEAU). SURVEILLANCE

Le Rapporteur. La commission se rallie à la proposition du Conseil d'Etat.

– Adopté.

ART. 2, TITRE ET CONSIDÉRANTS

– Adoptés.

– La première lecture est ainsi terminée. La deuxième lecture aura lieu ultérieurement.

Rapport final relatif à la transformation du bâtiment cellulaire des Etablissements de Bellechasse et à la construc- tion d'une annexe¹

Claude Masset (PLR, FV), rapporteur. La transformation du bâtiment cellulaire des Etablissements de Bellechasse et la construction d'une annexe ont fait l'objet, en 1981, d'un crédit d'engagement et en 1988, d'un crédit d'engagement complémentaire de 1 465 000 francs.

A la suite des nouvelles tendances en matière d'incarcération, suite à l'augmentation importante des détenus, ainsi qu'à la modification de la composition pénale, il a fallu adapter plusieurs éléments et parties du projet initialement prévus. En outre, il a été décidé de regrouper certaines activités et de prévoir l'installation d'une pompe à chaleur. Les travaux ont donc commencé en 1982 et la transformation complète du pénitencier s'est terminée en 1998, à l'occasion du centenaire.

Il faut préciser que ce sont le personnel et les détenus qui ont réalisé quasiment tous ces travaux au titre d'occupation et de formation. La Confédération a subventionné ces travaux au taux moyen de 47,5 %.

Le coût total de l'ensemble de ces travaux s'est élevé à 17 271 151 francs dont 6 460 000 francs de prestations fournies par l'Etablissement de Bellechasse. Le montant effectivement à charge du canton s'est élevé à 2 902 000 francs, soit 662 000 francs de moins que les crédits d'engagement votés et indexés.

Force est de constater aujourd'hui que cette réalisation répond en tous points aux normes en matière d'exécution des peines. Les bâtiments donnent donc entière satisfaction aux utilisateurs et ils répondent aux objectifs, ainsi qu'aux attentes qui avaient été fixées.

Pour toutes ces raisons, y compris celle que l'enveloppe budgétaire est parfaitement respectée, la Commission des finances et de gestion vous propose, à l'unanimité, d'approuver ce rapport.

Claude Grandjean, Directeur de la justice, de la police et des affaires militaires. Je n'ai rien à ajouter quant au rapport. Cependant, une seule question reste en suspens entre l'Office fédéral de la justice et les Etablissements, à savoir celle concernant le paiement de la TVA pour les prestations fournies par les Etablissements dont on vous a dit qu'elles s'élevaient à plus de 6 millions de francs, les instances fédérales considérant que l'Etat doit les payer, ce que nous essayons, pour l'instant de contester. Nous attendons encore une réponse de la Confédération.

– Au vote, ce rapport est approuvé par 91 voix sans opposition. Il y a 1 abstention.

Rapport sur l'activité 2001 de l'Autorité de surveillance en matière de protection des données

Jakob Aebi (UDC, LA). Pour la première fois, le rapport d'activité de surveillance en matière de protection des données que vous avez tous reçu a été examiné par une commission parlementaire. L'année passée, c'est la commission des institutions qui s'en était chargée. La commission a discuté de ce rapport en présence du président de la commission de la protection des données: M. Zufferey et la préposée M^{me} Nouveau-Stoffel. M. Zufferey a expliqué qu'après plus de cinq ans d'activité et vu le changement de président, l'autorité de surveillance a tenu à faire un panorama plus complet des acquis en joignant un certain nombre d'annexes au rapport. Il s'agit, outre les statistiques (annexe 1) et le rapport final de la déléguée à la Protection des données pour le recensement 2000 (annexe 2), des rapports d'activité, d'autorités communales de surveillance en matière de protection des données (annexe 3), de la liste provisoire des procédures d'appels existant dans les directions de l'administration cantonale (annexe 4) et finalement de la liste des instructions, aides-mémoires, guides et directives de l'autorité cantonale en matière de protection des données ou auxquelles elle a collaboré (annexe 5).

M. Zufferey a notamment souligné le bien-fondé du rattachement direct de l'autorité de surveillance au Grand Conseil et les travaux importants effectués en matière législative par la commission de surveillance. Quant aux travaux législatifs, la commission de surveillance a eu l'occasion de donner son avis sur 8 projets fédéraux et sur une quinzaine de textes cantonaux, ce qu'elle juge très profitable du point de vue de l'assimilation du message concernant la protection des données dans l'administration.

En matière de relations entre le Gouvernement et l'autorité de surveillance, un échange constructif a eu lieu entre les représentants de l'autorité et le Conseil d'Etat au complet.

Cette discussion a permis un échange positif sur le travail effectué et de jeter les premières bases d'un procédé pour mieux formaliser le mode de faire lorsque des services administratifs ou des citoyens demandent des avis.

En commission, le problème de la protection des données en lien avec l'informatique, notamment la sécurité, a été discuté. A la suite d'une demande de la commission du Grand Conseil qui avait examiné le rapport 1999, l'Autorité de surveillance a procédé, en concertation avec le Centre informatique de l'Etat (CIEF), à un test d'intrusion à partir d'Internet. Un contrat avait été passé avec une entreprise spécialisée et a montré, bien que la configuration de sécurité soit suffisante, un certain nombre de lacunes techniques.

Des premières mesures ont été prises immédiatement. De l'avis de la commission de surveillance, d'autres

¹ Texte du rapport p. 161.

mesures devront être encore prises à moyenne échéance pour éviter de se retrouver dans cette situation.

Une question a été posée en relation avec les moyens à disposition de l'autorité. Il apparaît que dans l'ensemble et en comparaison avec les autres cantons, Fribourg est normalement équipé et prend à cœur la tâche de protection des droits des personnes. En revanche, concernant les standards de sécurité informatique de l'Etat, Fribourg et les autres cantons ont un écart entre le but à atteindre et les moyens mis à disposition, y compris la Confédération.

L'Autorité de surveillance de protection des données suivra ce dossier en vertu de son obligation inscrite dans le règlement sur la sécurité des données personnelles. L'autorité de surveillance a divers projets pour l'année 2002, par exemple, elle s'attachera à recenser les procédures d'appels (Abführverfahren) existantes et à faire mettre en place les règlements d'utilisation exigés par le règlement du 29 juin 1999 sur la sécurité des données personnelles. Elle procédera à nouveau à des contrôles dans les limites de son budget. Elle effectuera, avec l'appui des personnes et des contacts, un inventaire des questionnaires et des formulaires utilisés dans l'administration, afin de les mettre en accord avec les conditions légales réglementaires en matière de collectes de données personnelles.

La commission parlementaire, à l'unanimité des membres présents, propose au Grand Conseil d'approuver le rapport d'activité 2001 de l'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données.

Claude Grandjean, Directeur de la justice, de la police et des affaires militaires. Je crois pouvoir affirmer que la Protection des données a trouvé son rythme de croisière. J'aimerais simplement remercier M^{me} Nouveau-Stoffel qui travaille avec des moyens limités, mais qui le fait avec enthousiasme et j'aimerais rendre hommage à M. Zufferey qui a mis en place, lui aussi, cette Protection des données, qui a beaucoup apporté à l'Institution et qui s'en va, remplacé qu'il est par M^{me} le Professeur de droit administratif Astrid Epiney.

– Au vote, ce rapport est approuvé par 88 voix sans opposition. Il y a des abstentions.

Rapport concernant le plan directeur cantonal ¹

Jean Genoud (PDC, VE), rapporteur. Il n'est pas courant, dans le cadre de nos travaux parlementaires, qu'une commission soit nommée pour examiner un rapport. Le rapport N°4 qui nous est soumis en particulier traite d'un document important: le plan directeur cantonal.

En fonction de l'importance de ce document, le Bureau a décidé de le soumettre à une commission, comme cela avait été le cas en 1989 pour le plan directeur précédent (FR 87).

Je tiens à préciser, en préambule, que ce rapport s'inscrit en application de l'article 22 de la LATeC qui sti-

pule à l'alinéa 1: «Le Conseil d'Etat adopte le plan directeur cantonal.» Et à l'alinéa 2: «Au préalable, le plan directeur cantonal fait l'objet d'un rapport présenté au Grand Conseil à titre consultatif.»

La démarche complète qui aboutit à ce document volumineux fait l'objet d'un tableau figurant en page 1 du rapport. Je vous cite les étapes principales: en septembre 1999, nous avons adopté ici même les 5 idées directrices et 17 objectifs spécifiques de la conception directrice d'aménagement du territoire. Sur cette base, un premier projet a été élaboré, puis mis en consultation auprès des services cantonaux et de la Confédération une très large consultation publique s'ensuit jusqu'à l'élaboration du plan qui nous est actuellement présenté.

Le Conseil d'Etat aura encore loisir d'apporter d'éventuelles retouches, notamment en fonction de nos remarques ou propositions. Il sera ensuite adopté par le Conseil d'Etat, transmis au Conseil fédéral pour approbation et distribué aux instances concernées.

La commission, vous le comprendrez, n'a pu analyser dans le détail ce document très complet. Elle s'est limitée aux principes généraux et a tenté d'éviter de s'écarter dans des débats par trop régionalistes, mais, il faut bien le dire, sans toujours y parvenir, comme ce sera certainement le cas tout à l'heure. De nombreux points ont été soulevés et discutés en commission. Dans leur très grande majorité, ils ont trouvé des explications ou réponses convaincantes de la part de M. le Commissaire. Je ne les citerai donc pas tous, mais vous communiquerai les éléments principaux.

Au nom de la commission, je tiens d'abord à remercier M. le Commissaire du Gouvernement, ainsi que M. Christian Wiesmann, urbaniste cantonal, de leur présentation détaillée et des réponses précises à nos nombreuses questions.

Lors de deux séances de travail, nous avons pu nous rendre compte des domaines d'implication très nombreux de ce plan directeur. En fait, tout ce qui touche au territoire, c'est-à-dire pratiquement tous les domaines de notre politique cantonale et communale. De manière générale, la commission formule les remarques suivantes:

premièrement, elle souligne la qualité de présentation de ce dossier, l'effort constant d'information et de consultation très large durant la longue période d'élaboration de ce document. De nombreuses séances d'informations à travers le canton ont été organisées et des moyens performants ont été mis en œuvre pour faciliter l'accès à cette matière volumineuse (Internet, par exemple).

Au premier abord, la foison des thèmes, des domaines, cartes et tableaux pourrait laisser craindre un document très complexe et indigeste. Une structure finalement simple et logique, si l'on se donne la peine de la découvrir, permet de trouver rapidement son chemin dans l'information qui intéressera le citoyen, le service ou la commune. Chaque thème, bien structuré, de manière semblable, facilite grandement la lecture.

Si certains ont pu reprocher le manque d'audace, de vision à long terme et d'ambition, je pense qu'il devrait être plus dirigiste dans certains domaines; les explications de M. le Commissaire nous ont remis en face des réalités:

¹ Texte du rapport p. 169 à 172.

les réalités des communes, tout d'abord qui, bien souvent, prouvent justement le contraire, trouvent ce type de document trop dirigiste, les réalités d'une évolution très rapide des choses qui imposent également un document souple et évolutif et qui rend très difficiles et risquées des visions à trop long terme. Le plan qui nous est présenté est donc, de l'avis de la commission, un bon compromis de tous ces éléments.

Au gré des chapitres et des thèmes, à la lumière des explications, nous avons pu prendre en compte également d'autres caractéristiques importantes suivantes: tout d'abord, le souci de garantir le caractère évolutif de ce document en évitant des listes de projets bien concrets, par exemple, qui deviendraient très rapidement désuètes, ou en permettant d'ajouter facilement de nouveaux thèmes.

Un autre aspect important: bien souvent, le contenu provient de dispositions légales d'autres domaines spécifiques. Elles sont tout simplement reprises dans le plan directeur cantonal. A ce titre, il peut être considéré plus comme un recueil, une aide à la décision, une marche à suivre qui indique les dispositions à prendre en compte, les partenaires à contacter ou la répartition des tâches. Ce plan directeur cantonal a donc bien souvent moins d'importance que l'on veut bien lui donner, car les principes ou obligations qui y figurent proviennent d'autres textes légaux.

J'en viens maintenant aux différents chapitres: le premier chapitre qui a suscité le plus de discussions dans le cadre de la commission est le chapitre «Urbanisation et équipements», pour dire qu'il traite, en effet, des éléments-clés de l'aménagement du territoire. Dans le domaine ou sur le thème de la structure urbaine, même si le principe d'un centre cantonal et de centres régionaux forts est admis, des craintes, très souvent exprimées de la part des régions périphériques demeurent. Tout devra être mis en œuvre pour que ces régions ne restent pas les «parents pauvres» du canton et de son développement, mais puissent bénéficier également des retombées positives des développements de ces centres, par exemple, par des réseaux de transport performants.

La commission a évoqué la nécessité toujours plus pressante de mettre en place, parallèlement, une péréquation financière, ce qui permettrait d'atténuer les disparités provoquées par ces développements différenciés. Mais chacun est également convaincu du rôle primordial des régions, de leurs autorités qui doivent elles-mêmes s'assumer, qui doivent elles-mêmes faire preuve de dynamisme.

Enfin, pour terminer sur ce thème, d'aucuns appellent le centre cantonal s'il veut pouvoir jouer pleinement son rôle d'aller rapidement de l'avant avec son projet d'agglomération du Grand Fribourg.

Thème 2: Critères pour dimensionnement de la zone à bâtir. La commission s'est penchée sur cet élément important qui permet d'influencer sensiblement le développement d'une région. Bien que les réserves de terrains à bâtir soient trop importantes dans notre canton, le Conseil d'Etat s'est refusé à imposer une politique dirigiste de dézonages. Il faut relever que le fait de prendre en considération les surfaces construites pendant les quinze dernières années, en lieu et place de l'évolution

démographique, comme c'était le cas précédemment, incite les communes, notamment, à densifier davantage l'utilisation du sol. Aucun facteur multiplicatif n'est inférieur à ceux pratiqués précédemment. Par contre, ils offrent des facultés plus importantes au centre et aux pôles touristiques. Il y a même un sucre pour les communes qui fusionnent ou qui collaborent. Des révisions anticipées de plans d'aménagement locaux pourraient également permettre à des communes qui verraient un important développement, de ne pas être à cours de terrains à bâtir. Dans sa grande majorité, la commission s'est déclarée satisfaite par ce mode de dimensionnement, tout en insistant sur la nécessité de veiller à une utilisation mesurée du sol.

Un autre point qui a suggéré passablement de discussions est le thème 5 relatif aux pôles touristiques. Si la majorité de la commission comprend bien que dans ce domaine, il n'est pas possible de multiplier ces pôles, car l'efficacité passe par une concentration des efforts, il nous a été rappelé que le critère est la garantie d'une offre commercialisable avec hôtellerie pendant toute l'année. La commission s'est souciée également que les autres régions puissent bénéficier d'un certain développement et d'une aide de l'Etat. Si les pôles bénéficieront des principaux efforts, il n'est pas question d'empêcher d'autres endroits de se développer touristiquement, le plan directeur pourra, du reste, s'adapter aux éventuelles évolutions.

Mais comme pour les zones d'activité, il est à relever que les destinées du développement touristique d'une région se trouvent très souvent dans les mains de ses responsables qui doivent, là aussi, faire preuve de dynamisme.

Au chapitre des transports, il est à relever que le plan cantonal des transports est en profonde révision. Il s'agit donc d'un chapitre qui subira de nombreuses modifications une fois le nouveau plan cantonal des transports adopté.

Pour ce qui concerne les transports publics et le réseau routier cantonal, le souci des régions périphériques s'est à nouveau clairement exprimé dans le sens de bénéficier de services performants. Il est à noter également qu'une vision générale de la planification routière est prévue et qu'elle prendra en compte la structure urbaine définie par le présent plan directeur, ainsi que par les plans directeurs régionaux.

Espace rural et naturel. Au niveau des surfaces agricoles utiles, c'est un thème nouveau qui est discuté essentiellement par les directives fédérales, l'inventaire des surfaces agricoles du canton de 87 a été réactualisé. Il s'est avéré que le canton ne dispose plus du quota demandé par la Confédération. Le Conseil d'Etat espère obtenir une réduction de ce quota, notamment en relation avec les emprises de terrains engendrées par la route nationale A1.

Pour ce chapitre, de manière générale, il est à relever que l'inventaire cantonal des sites et paysages a été abandonné. Cette préoccupation fait partie de toute démarche d'aménagement de territoire et est notamment à régler directement par les régions ou les communes.

Concernant les biotopes, des actions prioritaires à entreprendre sont définies clairement en fonction des

types de biotopes et de ces diverses entités paysagères. Il s'agit, là également, d'une nouveauté.

Dernier chapitre: l'environnement. Dans ce chapitre, un seul thème est nouveau: celui des sites pollués. Un cadastre de ces sites pollués doit être réalisé jusqu'en 2003. Ensuite, la loi sur la gestion des déchets pourra être traitée par notre parlement.

En conclusion, la commission n'a pas eu à soulever de discordance avec les idées directrices et objectifs adoptés par le Grand Conseil. Elle a eu le privilège de procéder à une lecture très intéressante commentée de première main, document qui touche presque tous les domaines de notre politique cantonale. Elle souhaite que cet instrument de qualité déploie les effets souhaités pour le développement de notre canton.

La commission tient encore à relever la bienfaisance de ce dossier et à remercier et féliciter le Conseil d'Etat, M. le Commissaire du Gouvernement, ainsi que les collaboratrices et collaborateurs qui ont participé à son élaboration. Elle vous prie ainsi d'en prendre acte.

Claude Lässer, Directeur des travaux publics. En préambule, je me contenterai de rappeler quelques éléments à caractère général sur ce plan directeur cantonal:

tout d'abord, j'aimerais relever le fait que ce plan est le fruit d'un travail interdisciplinaire très important. Ce sont ainsi quelque 70 à 80 personnes de tous les secteurs de l'administration, voire de secteurs hors administration, qui ont collaboré à son élaboration. Pour les sujets ne relevant pas directement des Travaux publics et ils sont nombreux, l'OCAT a joué le rôle de coordinateur en contrôlant la forme pour qu'elle soit cohérente avec l'ensemble et le fond pour qu'il corresponde aux orientations données par le Grand Conseil.

A ce stade, j'aimerais donc remercier chaleureusement toutes celles et tous ceux qui ont apporté une contribution à cette démarche, que ce soit, comme je l'ai dit, dans le cadre de l'administration, dans les services hors administration, mais aussi dans le groupe de travail de l'administration et la commission consultative sur l'aménagement de territoire.

Ce plan se base sur les buts et principes de l'aménagement du territoire défini par la loi fédérale y relative. Il a été bâti à partir des idées directrices et des objectifs issus de la conception directrice pour l'aménagement de territoire que le Grand Conseil a adoptée lors de la session d'automne 1999. Cette conception directrice constitue donc la vision que le canton a de son développement spatial futur.

En me référant à son contenu et à ses intentions, je n'hésiterai pas à affirmer que ce document est un acte politique important de la part du Gouvernement.

Je ne vous rappellerai pas les 5 idées directrices et les 17 objectifs qui sont rappelés dans le plan lui-même et dans le rapport qui l'accompagnent. Un plan directeur vise à définir le développement spatial du canton et à coordonner toutes les activités qui lui sont liées tout en les orientant durablement. Il est pensé pour une application de 10 à 15 ans, mais conçu pour permettre des adaptations en tout temps.

J'aimerais insister sur ce côté évolutif, la conception pratique de document renforce cette intention puisque une modification ou un ajout peut se faire facile-

ment et n'implique pas la réimpression de tout le document.

Ce plan constitue une aide à la décision pour les projets de planifications. Pour les régions et les communes, il énonce les lignes de développement spatiales souhaitées par le canton. Cela a été dit par le Rapporteur de la commission, contrairement à son prédécesseur, ce nouveau plan renonce à développer les projets de manière concrète et détaillée, ce n'est donc pas une liste, ce n'est pas un Wunschkatalog, il se limite à fixer les priorités et objectifs fixés par la politique cantonale en matière d'aménagement. Nous en espérons une gestion plus flexible, une adaptation rapide et aisée du contenu à tout nouveau paramètre influent sur l'aménagement du territoire.

Cette nouvelle, mouture présente, en outre, la caractéristique, très importante à mes yeux, de donner un rôle beaucoup plus actif aux communes et surtout aux régions, le canton se contentant, dans ce document, de fixer les règles du jeu.

Mais un plan directeur reste une planification. Le dynamisme des régions, la collaboration intercommunale ne sont pas bridés, bien au contraire, ils sont largement encouragés. Il y a donc une chance à saisir pour influencer le futur du canton, pour accompagner les tendances lourdes et tenter de les infléchir dans le sens souhaité.

Nicolas Bürgisser (CSP, SE). Die CSP-Fraktion nimmt den Bericht zum kantonalen Richtplan positiv zur Kenntnis und dankt dem Staatsrat und allen Beteiligten für die exzellente Arbeit. Wie an mehreren Stellen bereits versprochen, ist dieser Richtplan eine rolle und keine statische Planung. Sie muss also laufend unter Berücksichtigung der aktuellen Bedürfnisse überarbeitet werden. Das Denken im Bereich der Raumplanung darf auch nicht an den Kantonsgrenzen aufhören. Ich erinnere, dass eine touristische Gesamtplanung und Promotion in den Gebieten Sense, Schwarzsee, Gurnigel und Schwarzenburgerland absolut Sinn macht. Gleiches gilt für die Promotion und die Zusammenarbeit in Seeland, wo diese bereits in mehreren Bereichen sehr gut funktioniert. Leben müssen schlussendlich die Gemeinden mit dem Projekt der neuen Raumplanung. Die Gemeinden hatten während der Vernehmlassungsperiode genügend Zeit, sich eingehend mit dem Entwurf auseinanderzusetzen. Einige benutzten diese Möglichkeit intensiv, andere zu meiner grossen Überraschung kaum oder gar nicht. Wohl nimmt der Grosse Rat Kenntnis vom vorliegenden Projekt, gross ändern können wir es aber nicht mehr. Vertrauen wir also der Arbeit des Staatsrates, seiner Dienststellen und dem Prozess der Vernehmlassung.

Jean-Claude Schuwey (CVP, GR). Anlässlich der Vernehmlassung des kantonalen Richtplanes vor einem Jahr, haben die Gemeinde Jaun und die Verantwortlichen vom Tourismus verlangt, dass der Tourismusschwerpunkt des Jauntals «Charmey-Jaun» zu nennen ist und nicht bloss «Charmey». Die Begründung dieses Begehrens besteht darin, dass das ganze Tal Tourismus betreibt und dass die bestehenden Infrastrukturen sowohl in Jaun, wie auch in Charmey stehen

und angeboten werden. Auch die Zweisprachigkeit ist in einer Fremdenverkehrsregion von grossem Nutzen. Jaun nicht als regionalen Tourismusstandort zu deklarieren, heisst eventuell, dass unsere Region von der notwendigen Priorität in der kantonalen Tourismuspolitik ausgeschlossen wird.

Charmey et Jaun forment ensemble une offre touristique complémentaire pour le tourisme estival et hivernal; une région touristique avec deux pôles est admise dans le même plan directeur que nous discutons aujourd'hui: Gruyères et Moléson. Ce qui est possible pour une région ne l'est pas pour une autre. Faut-il avoir un funiculaire neuf et un grand nombre de chalets de vacances avec les volets fermés durant les trois quarts de l'année pour être admis comme pôle touristique cantonal? Nous ne comprenons vraiment pas pourquoi à Fribourg, on refuse cette réalité. Est-ce que c'est le Conseil d'Etat ou l'UFT?

Lorsqu'elle a été appelée devant le Conseil d'Etat, la délégation de Jaun a pourtant clairement démontré quelle était l'importance d'une prise en considération du tourisme de la Vallée de la Jogne. On n'ignore quand même pas que Jaun était la seule station d'hiver du canton ouverte tous les jours pendant la saison d'hiver 2001–2002. Nous sommes un village vivant et ses habitants se battent pour le tourisme tout au long de l'année, la seule possibilité de rendre notre région économiquement viable. Vous savez aussi bien que moi que dans les régions périphériques, il est extrêmement difficile, voire impossible d'implanter des entreprises et de créer des places de travail. Il suffit de contacter l'Office de promotion économique pour s'en rendre compte. Il ne faudrait tout de même pas, par le biais du plan directeur cantonal, freiner le développement touristique d'une région, d'une vallée, qui lutte pour le maintien de sa population.

Dans le rapport, après la consultation, il est dit que les communes qui ont fait des demandes ne remplissent pas les critères. Quels critères? Ceux-ci sont-ils réalistes?

Il y en a bien qui mettent en doute les textes de la bible. Nous, par contre, nous doutons de l'objectivité des critères ou de ceux qui les appliquent. Si la position du Conseil d'Etat reste telle qu'elle est, vous aurez déçu tous ceux qui se battent pour le tourisme dans notre vallée, dans notre station.

Jaun n'exige pas, je le dis encore une fois, d'être un pôle touristique cantonal, mais demande simplement que le pôle touristique cantonal soit appelé Charmey et Jaun. Les engagements du canton pour maintenir la population dans les régions périphériques telles que la nôtre sont d'ordre à créer des conditions-cadres qui permettent à ces régions un développement positif. Le statut de pôle touristique cantonal, avec Charmey et Jaun, est une de ces conditions. La refuser nous enlèverait un atout pour l'avenir. Est-ce cela, effectivement, la volonté de notre Etat?

Elian Collaud (PDC, BR). Le plan directeur cantonal est une œuvre de longue haleine, une réflexion sur les choses passées et une synthèse pour l'application future de notre développement. Tout d'abord, je me permets d'en féliciter les auteurs et les remercie de leur disponibilité et des différentes rencontres ayant tenu

séance dans notre région. Il en va de même pour les députés de la dernière législature qui se sont spontanément mis à disposition des communes pour saisir les projeteurs et les sensibiliser aux demandes régionales et communales. De plus, la clarté de cet ouvrage facilite son utilisation et sa compréhension.

Par conséquent, après plusieurs échanges de correspondances dus aux doléances des conseils communaux, réunis sous la bannière d'ASCOBROYE, de la Basse-Broye ou tout simplement de l'emblème communal, il me reste quelques remarques ouvertes sollicitant votre bienveillance. En effet, selon le décret du 17 septembre 1999, il est noté que dans l'accomplissement de leurs tâches il faudra tenir compte des données naturelles, ainsi que des besoins de la population et de l'économie.

Par conséquent, une grande partie des communes a fait part de leurs doléances pour assurer leur développement durable. Pour les communes de la Basse-Broye, il apparaît trop contraignant d'appliquer le principe de base d'une taille de 1500 habitants nécessaire au fonctionnement d'un certain nombre de services. Cela devrait être abaissé en fonction des districts.

Pour ce qui concerne les liaisons du lac de Neuchâtel à Fribourg, nous souhaitons tout de même le maintien d'une ligne de bus de premier niveau, tout en sachant que les liaisons ferroviaires permettent aussi l'accessibilité au centre cantonal.

Toutefois, je me concentrerai sur le fait que le point N° 5 des idées directrices mentionne que le développement touristique d'importance cantonale doit être développé dans des endroits appropriés. Quel meilleur endroit que le bord du lac de Neuchâtel?

Par conséquent, je propose que vous teniez compte de la région Delley / Portalban / Gletterens comme pôle cantonal autour du lac de Neuchâtel. En effet, la Société de développement de cette région verse 120 000 francs à l'Union fribourgeoise du tourisme. En contrepartie, on annonce que cette région ne remplit pas les critères d'un pôle touristique cantonal. Que reproche-t-on à cette région? Peut-être de manquer un peu d'hôtels et de chambres. Cependant, on l'a dit, il y a un grand port et dans un grand port, il y a beaucoup de bateaux et dans ces bateaux, il y a des places pour dormir et vous savez aussi qu'un bateau de trois places paie des taxes. Peut-être que cela peut compenser un manque de place dans les hôtels.

Par conséquent, le développement du port, ainsi que des motels de cette région sont à prendre en compte. C'est pourquoi sur ce point, je souhaite que ces communes soient entendues, sinon, elles seraient alors très déçues de ne pas être prises en considération, selon leurs légitimes revendications. La Basse-Broye dans son ensemble et la Broye soutiennent ces propositions. Je profite de ce moment pour vous remercier de prendre note des remarques formulées à l'occasion de cette consultation.

Eric Simonet (PLR, LA). Le groupe libéral-radical a pris de la hauteur pour faire un survol et une analyse du plan directeur cantonal: 4 chapitres, 59 thèmes, plusieurs cartes, 500 pages. L'ouvrage est volumineux. Il ressort toutefois de notre examen que l'essentiel se résume par «développement harmonieux», «canton

fort», «qualité de vie». Bien que ce document ne soit soumis devant le parlement qu'à titre consultatif comme cela a été dit – un décret ayant été pris ici même en 1999 et son approbation étant de la compétence du Conseil d'Etat et du Conseil fédéral –, quelques points ont toutefois déclenché des débats animés au sein du groupe libéral-radical, si je pense, comme cela vient d'être dit maintenant, entre autres, aux pôles touristiques. Mais, avec l'assurance que cet ouvrage sera plus un guide pour l'aménagement de nos territoires qu'un dictateur égoïste, on peut le suivre dans ses grands principes.

En conclusion et d'une manière très générale, le groupe libéral-radical relève le très grand travail fouillé du Département. Ce plan directeur cantonal, dernier né après «FR 87,» est innovateur, avant-gardiste, accessible, car structuré, évolutif. C'est un outil de travail qu'il faudra utiliser pour élever et cultiver notre canton, pour rendre Fribourg 2010 – 2015 compétitif, mais aussi et surtout, pour préserver un pays où il fait bon vivre.

Heinrich Heiter (SVP, LA). Namens der SVP-Fraktion nehme ich zum vorliegenden Bericht wie folgt Stellung: Es geht uns nicht darum, all die noch hängigen Detailfragen und Probleme erneut aufzuwerfen, sondern kurz einige generelle Bemerkungen und Wünsche zu formulieren.

Vorerst einmal danke und gratuliere ich dem Staatsrat und allen an der Ausarbeitung dieses kantonalen Richtplanes beteiligten Gremien und Amtstellen zu diesem umfassenden und zukunftsweisenden Werk. Der vorliegende kantonale Richtplan beinhaltet die Ziele und Grundsätze der kantonalen Raumplanungspolitik für die nächsten 10 bis 15 Jahre und ist wegweisend für die Richt- und Ortspläne der untergeordneten Regionen und Gemeinden. Es ist jedoch klar, dass der Staatsrat mit diesem Richtplan allein, ohne die aktive und konstruktive Mitarbeit der Regionen und Gemeinden, die seinerzeit formulierten Leitideen und Planungsziele nicht verwirklichen kann. Wenn man aber davon ausgeht, dass nur eine gemeinsame, aktive, zukunftsorientierte, aber auch kritische Zusammenarbeit zwischen dem Kanton, den Regionen und den Gemeinden schlussendlich zur Erreichung der Ziele führt, muss diesen untergeordneten Stellen in der Realisierungsphase auch ein Mitspracherecht eingeräumt werden. Das heisst, dass der kantonale Richtplan «keine heilige Kuh» sein darf, sondern bei geänderten Rahmenbedingungen und neuen Erkenntnissen den jeweiligen Bedürfnissen und der neuen Situation der Regionen und Gemeinden angepasst werden muss. In der Einleitung hat der Baudirektor selber formuliert, dass die Raumplanung nicht ein statischer, sondern ein dynamischer und kontinuierlicher Prozess sei. Vor allem bei der baulichen, wirtschaftlichen und touristischen Entwicklung muss den einzelnen Regionen und Gemeinden unbedingt ein gewisses Mitsprache- und auch Selbstbestimmungsrecht eingeräumt werden. Und das nicht nur den grossen Gemeinden in den Zentren, sondern auch den kleineren Gemeinden in den Land- und Randregionen. In solchen Fällen ist vom Staatsrat und seinen Mitarbeitern Flexibilität, Vernunft und Augenmass gefordert und nicht ein stures Festhalten

an Grundsätzen und Paragraphen. Im Abschnitt «Aufgabenverteilung» sind überall die von den Gemeinden zu erbringenden administrativen und planerischen Leistungen aufgeführt, ohne dass die daraus entstehenden Kosten – das ist begreiflich – auch beziffert werden konnten. Deswegen muss bei der Umsetzung des Richtplanes besonderen Wert darauf gelegt werden, dass die finanziellen Belastungen für die Gemeinden in einem vernünftigen Rahmen gehalten werden können. Für den Kanton gilt wohl das gleiche. Schlussendlich möchte ich noch daran erinnern, dass bei der Realisierung vieler dieser 59 Themen eine Zusammenarbeit über die Kantonsgrenzen hinaus von grosser Wichtigkeit ist. Hier gilt es dann, primär die Interessen der betroffenen Grenzregionen zu berücksichtigen und nicht die Wünsche der Kapitale. Mit diesen Bemerkungen nehmen wir Kenntnis vom Bericht des Staatsrates über den kantonalen Richtplan.

Félix Rime (PS, GR). Mon intervention concerne les pôles touristiques cantonaux. Je constate que pour la Vallée de la Jogne, seul Charmey a été désigné comme pôle touristique cantonal.

Personnellement, j'estime que l'ensemble de la vallée devrait constituer un pôle touristique cantonal. Le touriste ne s'arrête pas à la sortie de Charmey. Je partage la déception de M. Schuwey, syndic de Jaun, qui voit son village ne pas être associé au pôle touristique de Charmey. Actuellement, des discussions ont lieu qui devraient permettre de réunir tous les intérêts touristiques de la vallée de la Jogne dans une même entité. Tout cela devrait être pris en considération par le Conseil d'Etat. Ce beau coin de la Gruyère, propice au tourisme et à la détente, mérite une meilleure reconnaissance de la part du canton.

Françoise Morel (PS, GL). Le plan directeur cantonal n'est, en soi, pas innovateur. La majorité de son contenu découle de lois et directives existantes et reprend les idées et objectifs de la conception directrice en matière d'aménagement du territoire votée par notre Grand Conseil en automne 1999. Il appartiendra, en dernier ressort, de l'adopter, celui-ci décidant ou non des remarques ressortant de ce débat.

De ce plan directeur, les principes établis suivants, entre autres, ont retenu toute notre attention. La volonté de renforcer le centre cantonal afin que Fribourg se positionne par rapport à Berne et Lausanne est très marquée, mais ne doit pas se faire au détriment des régions périphériques. La dimension de notre centre cantonal est ce qu'elle est et pour faire le poids, son intérêt dépend de son renforcement, mais aussi de sa synergie avec l'ensemble du canton dans ses multiples spécificités riches et diversifiées. Selon les principes établis par le plan directeur, le développement des régions et des centres intercommunaux dépendra de leur esprit d'initiative. Encore faut-il définir quels seront les moyens financiers octroyés et qui seront les initiateurs de ce processus? Sans directives, ni finances, on s'achemine vers un développement très inégal selon les régions, donc vers un affaiblissement de l'ensemble de notre canton. Constats sur le chapitre des transports publics dont la loi est en transformation,

mais pour laquelle il faudra tenir compte des prérogatives du plan directeur cantonal: leur planification devrait garantir à la population une mobilité en transports publics sur l'ensemble du territoire cantonal. Une bonne desserte des établissements hospitaliers et autres structures doit être assurée. Une planification des transports publics et la localisation des équipements sportifs et scolaires doivent être coordonnées.

Bref exemple: Attalens–Hôpital du sud à Riaz–retour à Attalens: départ: 13 h 04, arrivée: 17 h 18 avec, à disposition une petite heure pour une visite, ce qui n'est pas trop grave, mais qui peut devenir très lourde pour des prestations d'ordre médical répétées. Autre exemple: la gare de Romont, à 18 heures environ, heure à laquelle arrivent les trains en provenance de Fribourg, Lausanne et Bulle. C'est la gabegie, une invasion de voitures, avec les dangers et la pollution qui y sont liés, arrivant de lieux plus ou moins éloignés pour assurer le transport des pendulaires (travailleurs, étudiants et autres utilisateurs du rail), les bus cessant de circuler précisément à ces heures-là. Question coordination et protection de l'environnement: il y a mieux!

Il appartient aux régions de faire des demandes pour l'extension des horaires et elles le font, mais il incombe au canton de les appuyer, d'assurer le développement et la coordination des transports publics qui doivent répondre à une vocation sociale sur l'ensemble du territoire.

Pour les régions situées à proximité des lignes de train et de bus (dites de premier niveau) et reliant le centre cantonal aux centres régionaux et assurant les liaisons intercantionales, le plan directeur fixe l'amélioration de l'offre, ce qui est très positif.

Romont et la Glâne souffrent d'une mauvaise liaison aux infrastructures routières d'une importance nationale. Une prolongation du RER Berne–Fribourg, un arrêt des intercités Fribourg–Lausanne à la cadence de chaque demi-heure sont des éléments attractifs et revendiqués pour un centre régional et un pôle touristique cantonal. L'axe ferroviaire Genève–Romanshorn traversant notre canton de part en part, est un vecteur économique d'avenir pour notre canton, précisément pour les régions qui le jouxtent. On peut s'étonner du peu d'importance qui lui est attribué à l'heure où la politique d'avenir réside dans le transport de la route au rail. Des moyens financiers et des directives strictes pour un développement des transports publics sur l'ensemble du territoire sont le gage d'un comportement respectueux de l'environnement et du maintien de la qualité de vie.

Avec ces considérations qui seront complétées par M. Gendre, le groupe socialiste prend acte de ce rapport.

Laurence Terrin (—, *FV*). Cet outil de travail apporte de nombreuses informations, riches et qui permettent de naviguer plus facilement dans les différents domaines. J'espère que le Conseil d'Etat tiendra ses promesses et le modifiera régulièrement.

Néanmoins, je déplore les règles du jeu en ce qui concerne l'aménagement du territoire. Les communes ont trop d'ouverture et ce n'est pas le moment que cela s'arrête, puisque dans les quinze ans, elles pourront faire pareil. Elles ont trop de zones à bâtir et celles-ci

sont aménagées loin des transports en commun, loin des agglomérations, ce qui entraîne un surcroît de trafic important et de nombreuses atteintes à l'environnement. On oublie également de prévoir des lieux sociaux, des centres de loisirs, des magasins de proximité, des crèches, etc.

On assiste là à une dégradation massive du paysage, les nouvelles villas poussant comme des champignons, très anarchiquement et entraînent un enlaidissement du paysage et cela de façon durable. Et malheureusement, le Gouvernement n'a pas tenu compte des conseils de la Confédération qui demandait de diminuer ces zones.

Je voudrais terminer par une question en demandant à M. le Commissaire plan directeur des transports?

Madeleine Freiburghaus (*PLR, BR*). Evolutif, indicatif, mais non punitif, parfois discriminatoire selon certains, mais de qualité remarquable, de présentation claire et bien structurée, tels sont les principaux qualificatifs que nous pouvons attribuer à cet outil de travail pour les quinze prochaines années. Félicitations aux auteurs!

Nous pourrions lui reprocher l'idée de concentrer tous les développements vers les centres, au détriment des régions périphériques, renforçant ainsi le centre cantonal et les centres régionaux au détriment du reste du territoire. Mais, faute de moyens, on est bien obligé de fixer des priorités.

De même, le choix des pôles touristiques a suscité quelques réactions et a fait plus d'un déçu: 9 pôles touristiques cantonaux pour un canton qui représente le 2 % du tourisme suisse. Pour comparaison, le canton du Valais a 12 pôles d'importance cantonale pour un canton qui représente 20 % du tourisme suisse. Faut-il en supprimer? Ou faudrait-il en rajouter pour contenir tout le monde?

Quelles incidences financières d'être ou ne pas être pôle touristique cantonal? Je peux comprendre la crainte de certaines régions de ne pas pouvoir bénéficier d'un développement et d'une aide de l'Etat.

En conclusion et c'est très personnel, j'entrevois deux possibilités: le Conseil d'Etat fait comprendre que le fait de ne pas être pôle touristique cantonal n'est pas une catastrophe et du coup, il garantit qu'il ne limitera pas son aide aux seuls pôles cantonaux; et il y aurait lieu, là, de revoir les dispositions légales du fonds d'équipements touristiques et la manière de l'utiliser. Ou alors, la deuxième formule serait carrément de supprimer les pôles touristiques cantonaux et alors là, c'est le marché qui déciderait. Je pense que ce serait dommage.

André Magnin (*PDC, SC*). Tout en reconnaissant la qualité du travail et les dossiers du plan directeur cantonal, je trouve néanmoins regrettable qu'aucune mesure particulière n'ait été envisagée pour résoudre le problème du trafic routier dans le village de Prez-vers-Noréaz. En effet, depuis l'ouverture du dernier tronçon d'autoroute A1 en avril 2001, Prez-vers-Noréaz se trouve sur l'axe de liaison entre l'autoroute A12 et l'autoroute A1. Le trafic de transit a fortement

augmenté et les 11 000 passages journaliers de véhicules constatés l'été 2001 dépasse de beaucoup les 8500 prévus pour 2010, avec une grande proportion de poids lourds.

La traversée du village de Prez-vers-Noréaz est très sensible puisque la route cantonale se faufile entre le restaurant du village, la salle communale, l'église et le nouveau bâtiment communal. Je désire donc avoir la confirmation, bien que ne figurant pas dans le plan directeur, une route de contournement reste la solution à long terme pour la résolution du problème et que l'aménagement du territoire sur le futur tracé de la route en tient compte.

Dominique Corminbœuf (PS, BR). Le plan directeur cantonal est un bel ouvrage et un outil de travail adapté, actuel, une référence sur laquelle pourront s'appuyer les collectivités publiques telles que les communes, les associations régionales, préfectures, etc.

Par contre, la barre où a été placé le niveau où l'Etat intervient a été mise un peu haut. Cela me fait un peu penser à cette image: «réussissez vos examens avec une note de 5,5 sur 6 et vous passerez à l'échelon supérieur et on vous aidera»; cela pour renforcer un centre cantonal qui est le Grand-Fribourg, qui est déjà performant par rapport aux centres des autres cantons qui son concurrentiels. C'est vrai que l'effort mérite d'être continu, mais pas au détriment des régions périphériques. Ce plan directeur cantonal ne fait que tronquer l'essor économique de certaines régions au bénéfice de l'agglomération du Grand-Fribourg qui – et les usagers de la route peuvent le confirmer et en témoigner – est déjà complètement engorgée aux heures de pointe qui ne font que s'allonger d'année en année.

J'ai le sentiment d'être floué quand je consulte cet ouvrage comme habitant d'une région périphérique; d'un côté, on me considère comme un citoyen à part entière au Service cantonal des contributions; or je n'ai pas le même sentiment envers l'Office cantonal du développement économique qui favorise déjà et qui favorisera d'autant plus, dans son action, une région qui fonctionne déjà pas mal. D'ailleurs, il n'implantera jamais ailleurs que dans cette région des entreprises aux emplois avec une haute valeur ajoutée. Il n'est pas normal que l'on refile dans les régions périphériques que des entreprises de dépôts qui utilisent de grandes surfaces de stockage et peu d'emplois.

Je n'ai pas le sentiment non plus d'être bien considéré lorsque je dois venir à Fribourg pour une consultation en transports publics; pour une séance d'une heure, il me faut cinq heures à disposition de mon temps, alors que le trajet simple-course en véhicule privé ne dépasse jamais la demi-heure.

Pratiquement, aucune remarque des régions périphériques n'a été retenue, si ce n'est lorsqu'on demandait de reporter sur les plans quelque chose d'existant ou de prévu par un organe cantonal. J'ai le sentiment que l'on crée deux types de citoyens: d'un côté les favorisés et de l'autre les défavorisés.

Il est vrai que le plan directeur cantonal est évolutif, qu'on se repose sur la dynamique des régions, mais pour ce faire, il faut que dans les régions concernées, il y ait les structures stratégiques et adéquates; or, je

doute que dans toutes les régions, il existe de telles structures. Par contre, dans d'autres, ces structures existent, mais j'ai le sentiment qu'on leur a coupé l'herbe sous les pieds.

Je termine par cette image qui avait été commentée dans l'une de nos séances, dans l'une de nos discussions concernant ce plan directeur cantonal et cela en particulier, pour ma région, la Basse-Broye; c'est comme si on avait à disposition une voiture neuve, toutes options, ultra-moderne et qu'on n'y faisait pas le plein d'essence.

Jean-Noël Gendre (PS, SC). Pour le groupe socialiste, le principe de concentration dans les divers centres est à saluer et va avec le principe même d'une utilisation mesurée du territoire.

Par contre, les mécanismes de redistribution devront se mettre en place. Mais auparavant, du travail reste à faire par une accélération du processus de fusion des communes, par une avance nette de la répartition des tâches et de leur financement entre l'Etat et les communes est urgente et c'est uniquement après ces deux tâches que l'on pourra mettre en place une nouvelle pérennité financière, ainsi qu'une révision totale de la classification des communes.

La collaboration intercommunale n'est que souhaitée. Nous espérons qu'elle sera fortement incitée par les directives cantonales et par les préfets et que la plupart des révisions d'aménagement se fassent dans le cadre intercommunal et donc dans plus de 200 entités individuelles. Le dézonage des terrains non équipés doit être considéré comme un outil de l'aménagement du territoire et ne pas être qu'une exception. Le canton devra mettre en place un contrôle strict des réserves de terrains à bâtir et éviter un surplus. La densification des zones à bâtir est prioritaire.

Ce plan directeur est aussi une aide à la décision et ce sont dans les plans sectoriels que nous devons définir nos politiques et si possible, être bons, ce qui n'est pas toujours le cas dans cette enceinte.

Pierre Cottier (PLR, GR). Le document qui nous a été remis pour consultation est d'excellente facture. Des cartes aux textes, des textes aux tableaux, des tableaux à la structure même du document, tout nous paraît attrayant, pratique et clair. Cependant, il y a un point pour lequel je souhaiterais que l'on retire les fiches en vue d'une analyse complémentaire: c'est celui des pôles touristiques, thème N° 5, et cela pour les raisons suivantes:

la première est que la désignation de ces pôles, on l'a dit plusieurs fois, est un peu trop confinée à la commune-site – l'exemple a été cité à plus d'une reprise –, soit Charmey ou Gruyères. Cela est regrettable, car un développement sur un site peut entraîner d'autres communes dans le projet. Je pense non seulement au développement de l'installation touristique, mais également aux zones à bâtir.

La deuxième raison à cette position est que la désignation de ces pôles ne manquera pas d'avoir des conséquences pour les communes qui seront pôles, certes, mais surtout pour celles qui ne le seront pas; autorisations et subventions, droits d'acquisition des immeubles par les étrangers, dépendront alors de cette

classification. On sait, on nous l'a dit lors des séances d'informations et de consultations, notre Gouvernement ouvert. On a entendu dire que l'application de ces principes serait souple. Mais si nous pouvons avoir confiance aux hommes en place, tout le monde sait que «les hommes ça passe, les écrits restent». Dès lors, nous constatons qu'en plus, dans le canton, du nord au sud, il y a des oppositions à cette façon de voir.

La troisième raison et c'est celle qui me paraît la plus importante, il est temps que les régions et l'UFT, qui envisagent une nouvelle loi sur le tourisme, se penchent sur le problème. Ne devrait-on pas alors attendre le résultat de leur travail et l'introduire à ce moment dans le document définitif?

Pour ces trois raisons, je souhaite, Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire du Gouvernement, que les fiches soient retirées, du moins provisoirement et je demande à M. le Commissaire d'en informer son collègue le plus concerné par l'aspect touristique des choses.

Cédric Castella (*Ouv, GR*). Comme tous les intervenants, j'aimerais également saluer la qualité de l'ouvrage qui nous a été proposé, sa clarté, l'aspect intéressant de sa modularité, du fait que l'on peut facilement apporter un certain nombre de modifications. Les cartes, également, sont très bien faites.

La remarque que j'aimerais formuler c'est qu'au niveau de l'aménagement du territoire, la notion essentielle est quand même l'utilisation modérée du sol. S'il est vrai que le document contient un certain nombre de directives allant dans ce sens-là, entre autres, les facteurs de développement des localités, qui passent de 1,6 pour les pôles, à 1 pour les communes qui ont le plus petit facteur de développement, ce facteur est tout relatif. Nous avons eu l'occasion d'en discuter dans le cadre de la discussion parlementaire. En fait, si ce facteur est prévu pour quinze ans, une commune qui aurait épuisé son quota dans un laps de temps beaucoup plus court (par exemple 5 ans), pourrait, sur cette base-là, refaire un plan d'aménagement local se basant sur les quinze années précédentes et donc, on pourrait très facilement, dans l'espace de quinze ans, même pour une commune qui a un facteur de développement de 1 théoriquement, avoir en réalité, un facteur de développement de 3 ou plus suivant le caractère exponentiel de son développement. Ces facteurs qui semblent, a priori, permettre une utilisation modérée du sol, en fait, n'ont même pas un caractère incitatif, si ce n'est que c'est vrai que c'est une charge relative pour la commune de remettre sur le métier un plan d'aménagement local. On le voit et M^{me} Terrin l'a mentionné, que la Confédération a attiré une nouvelle fois l'attention du canton sur le fait qu'il y a un surdimensionnement des zones à bâtir dans le canton de Fribourg, on voit aussi, par ce biais-là, qu'il n'y a pas de réelle volonté de favoriser des structures plus économiques du sol dans le canton de Fribourg, même si je salue malgré tout cette notion de pôles de développement qui est, à mon avis, indispensable pour gérer au mieux l'aménagement du territoire.

Claude Masset (*PLR, FV*). Mon intervention concerne essentiellement les pôles touristiques cantonaux. J'ai entendu plusieurs intervenants qui souhaitent augmen-

ter ce nombre de 9. J'estime, personnellement, que ce nombre est déjà aujourd'hui trop important et que ce serait contre-productif que de vouloir augmenter encore son nombre. Il faut savoir raison garder. Le tourisme fribourgeois, même s'il représente la troisième force économique de ce canton, n'en demeure pas moins très modeste si on le compare par rapport au tourisme des autres cantons. J'ai ici deux ou trois chiffres; au niveau des nuitées hôtelières en Suisse, il y a 33 millions de nuitées. Pour le canton de Fribourg, c'est 250 000, ce qui veut dire qu'en nombre de nuitées, le canton de Fribourg a le 0,8 % du nombre de nuitées nationales. Je crois donc que pour un tourisme de cette importance, il n'est pas raisonnable de vouloir avoir autant de pôles cantonaux.

Le tourisme fribourgeois, à l'heure actuelle, est en restructuration et on nous dit que les structures sont trop compliquées et qu'il faudrait les simplifier. L'une des idées directrices de cette restructuration consiste justement à supprimer les associations touristiques régionales. Je crois donc qu'il n'est pas raisonnable de vouloir augmenter encore ce nombre de pôles cantonaux et j'aurais, pour ma part, préféré de raisonner en termes de destination. Une étude réalisée il y a quelques années par Suisse-tourisme nous dit que le canton de Fribourg devrait se concentrer sur trois destinations, celles-ci étant: les Préalpes, les lacs et ensuite le centre. Et je crois qu'il aurait été plus profitable pour le canton d'aller dans cette direction.

Le Rapporteur. Je remercie tous les intervenants qui proposent de prendre acte de ce plan directeur cantonal. Je constate que dans la très grande majorité, tout le monde relève la qualité du document et se joint aux remerciements de la commission, qu'aucune remarque fondamentale (mises à part les interventions de M^{me} Terrin et de M. Castella et mise à part la problématique des pôles touristiques) n'a été formulée, que bien souvent, comme déjà dit, des interventions touchaient des domaines spécifiques, des problématiques régionales, qu'également, des interventions touchent d'autres dispositions légales, mais pas directement ce plan directeur cantonal. J'ai eu l'impression aussi, parfois, que l'on refaisait le débat de septembre 99 sur les objectifs ou idées directrices.

Mais rassurez-vous, je serai bref, comme la décision appartient, dans ce domaine au Conseil d'Etat, étant donné l'heure avancée, je m'empresse de céder la parole à M. le Commissaire pour qu'il puisse répondre à toutes les questions.

Le Directeur des travaux publics. Je ne vais pas reprendre toutes les interventions, j'aimerais simplement évoquer l'un ou l'autre thème:

tout d'abord, je prends acte des différentes remarques que je transmettrai à mes collègues du Gouvernement. En préambule, je voudrais dire d'abord qu'il s'agit d'un plan directeur cantonal et en aucun cas, d'un plan directeur régionaliste. Dans ce plan directeur cantonal, le canton fixe ses priorités et dit aux régions: «Vous devez fixer vous-mêmes vos priorités régionales». Je crois que c'est très important notamment dans la question des pôles touristiques et j'y reviendrai.

Je transmettrai les remerciements et les félicitations que plusieurs intervenants ont émis quant à la qualité

du travail qui y a été apportée, à mes collaborateurs qui se sont effectivement beaucoup engagés sur ce dossier, en particulier les gens de l'OCAT qui sont d'ailleurs dans le public: M. Wiesman urbaniste cantonal, M^{me} Papi qui est en charge de l'aménagement cantonal et M. Loup, géologue à l'OCAT.

On a parlé de tourisme. Je crois qu'il faut être clair: le plan directeur, je l'ai dit en préambule, s'intéresse aux activités qui ont une influence sur le développement spatial. Cela signifie que lorsqu'on parle de promotion touristique (actions à faire, comment les faire?), ce n'est pas le propos du plan directeur cantonal, cela doit être le propos des milieux du tourisme.

M. Masset a dit qu'on peut être d'opinions divergentes sur le nombre de pôles touristiques d'importance cantonale à prévoir. On peut dire et là, je pense qu'il n'a pas tort, qu'avec 9 pôles pour le canton, si on regarde l'importance que le canton a dans le tourisme suisse, voire européen (suivant l'optique qu'on prend), 9 pôles sont déjà extrêmement importants. On a aussi eu des interventions pour nous dire qu'il fallait réduire le nombre de pôles. D'autre part, parce que nous avons un certain nombre de pôles touristiques d'importance cantonale, on nous a aussi dit à plusieurs reprises dans cette enceinte: «Mais nous sommes complémentaires, nous devrions être ...» Mais justement, c'est le rôle d'un pôle touristique régional d'être complémentaire d'un pôle touristique d'importance cantonale. Et si l'on veut, comme cela est sans cesse rappelé dans cette enceinte, lors de l'ancienne législature, et pendant celle-ci, arrêter avec la politique de l'arrosoir, il faut bien tirer des priorités, se concentrer, concentrer ses efforts pour que les efforts soient efficaces.

M. Schuway a demandé qui avait pris ces décisions, si c'était le Conseil d'Etat ou l'UFT? En fait, ce sont les deux, évidemment, parce que notamment dans ce type de domaine, le Conseil d'Etat, à l'évidence, travaille en collaboration avec les milieux directement concernés.

Toujours dans le tourisme, j'ai un peu de peine à comprendre quand M. Rime dit qu'il faudrait que le canton donne une meilleure reconnaissance à la Gruyère pour les questions touristiques. Certaines régions estiment qu'on a déjà été très généreux avec la Gruyère, quant au nombre de pôles touristiques. Donc, je crois qu'on peut dire que le canton a fait cette reconnaissance.

J'en viens à d'autres aspects: M. Collaud a parlé du nombre d'habitants nécessaire pour définir un centre intercommunal et qu'il faudrait le différencier. Je précise d'abord que le plan directeur parle d'environ 1500 habitants, mais ne dit pas que si c'est 1499, ce n'est pas possible! Et la grandeur du chiffre est fixée dans l'idée qu'un centre intercommunal doit pouvoir offrir un certain nombre de services et cela n'est pas lié à la région; c'est lié à l'importance quand même du centre intercommunal.

M. Collaud a fait allusion à la région Delley/Gletterens/Portalban. Je sais bien que c'est un peu frustrant, je sais que c'est une région qui paie passablement de taxes de séjour. Le seul problème est que la plupart des nuitées qui sont concernées ne sont pas commercialisables. Ce sont beaucoup de résidences secondaires. J'aimerais juste donner un chiffre: la région Delley/Gletterens/Portalban représente, dans les chiffres

2000, le 0,8 % des nuitées commerciales, de celles qu'on peut vendre. En d'autres termes, si on disait à cette région de mettre sur pied un office de tourisme permanent, cet office n'aurait quasiment rien à faire, parce que n'ayant que peu de choses à vendre. Par ailleurs on l'a dit, c'est un plan évolutif; en fonction du développement d'un pôle touristique d'importance régionale, il n'est pas exclu de le hisser, à un moment donné, au rang de pôle touristique d'importance cantonale en fonction du développement.

M^{me} Morel a dit que le développement des centres régionaux dépendait entièrement des régions. Ce n'est pas tout à fait comme cela. Je voudrais rappeler que le facteur pour le dimensionnement des zones à bâtir est exactement le même pour le centre cantonal et pour les centres régionaux. Cela veut dire que le plan directeur donne les mêmes instruments à disposition des centres régionaux et du centre cantonal. C'est la raison pour laquelle, j'ai aussi un peu de peine à comprendre le discours qui consiste à dire: «Le plan directeur veut favoriser le centre cantonal», ce qui est vrai, mais au détriment des régions, cela n'est pas vrai! C'est faux on donne les mêmes instruments et cela été dit, cela dépend aussi ensuite du dynamisme des régions. On peut admettre un dimensionnement possible, un potentiel, mais encore faut-il que ce développement se fasse et cela ne peut pas être décrété depuis Fribourg.

M^{me} Terrin a évoqué le nombre de zones à bâtir en disant que rien n'a été fait. Ça n'est pas correct! Le canton de Fribourg a adopté, à la suite du plan directeur «FR 87,» une politique pragmatique pour arriver à réduire le surdimensionnement qui existe encore, mais qui a été réduit au cours de ces années. On a saisi l'occasion des révisions de plans d'aménagement locaux pour revoir le dimensionnement des zones dans les communes et on peut dire que chaque fois, on les a quand même réduites, sous réserve, évidemment, que les réserves de terrain n'aient pas été équipées. Il serait déraisonnable de dézoner des terrains équipés. Et là, je crois qu'on est d'accord, mais là où les terrains ne sont pas équipés, en général, cela s'est relativement bien passé.

Elle a posé une question précise pour savoir quand le nouveau plan cantonal des transports serait prêt? L'ordre de grandeur est fin 2002, début 2003. Sur cet objet, à savoir la question des transports, il est clair que tout le monde aura encore l'occasion de se prononcer, puisque c'est en élaboration et que là aussi, évidemment, il y aura tout un processus de consultations qui sera mis en place.

M. Magnin a évoqué un point précis: la traversée de Prez-vers-Noréaz. Evidemment que la traversée de ce village ne figure pas dans le plan directeur, puisqu'aucun projet concret ne figure dans ce plan. On n'indique que les règles à respecter, donc pas plus Prez-vers-Noréaz, Guin ou je ne sais quel projet n'y figure. Pour le moment, je ne peux pas me prononcer si on fera le contournement de Prez ou non. A l'époque, des terrains avaient été réservés. Ces terrains sont toujours en main de l'Etat, on ne les a pas cédés. Nous avons eu des discussions avec la commune. Nous leur avons suggéré de prendre déjà certaines mesures de type VAL-TRALOC en montrant de l'ouverture et en disant que pour nous, il fallait un concept, mais que la mise en

place du concept pouvait se faire de façon progressive, en fonction des moyens financiers.

M. Corminbœuf a évoqué centre cantonal contre régions périphériques. Je pense avoir dit que je crois que ce n'est pas le propos du plan directeur de jouer l'un contre l'autre. Je crois qu'on souhaite le développement de l'ensemble et encore une fois, ne serait-ce que dans cette notion de développement potentiel, de dimensionnement des réserves de zones à bâtir; on a exactement les mêmes facteurs, donc cela n'est pas correct de dire qu'on ignore les régions périphériques. Il a ensuite parlé de la promotion économique: ce n'est pas le propos du plan directeur. J'aimerais rappeler que ce plan directeur a repris tel quel le plan sectoriel des zones d'activité d'importance cantonale, ne l'a pas modifié, dit qu'une adaptation sera faite, mais ce sera simplement une adaptation de détail, de reprendre les différentes fiches et voir si elles correspondent toujours à la réalité et on dit qu'on le révisera ou complètera au moment où de nouvelles zones seront mises à disposition. On n'a jamais dit qu'on allait éliminer des zones d'activité d'importance cantonale qui existent. Ensuite, la promotion économique elle-même, comme la promotion touristique, n'est pas le propos du plan directeur cantonal. Ce plan dit où il faut aller; le plan sectoriel indique les zones qui se trouvent dans toutes les régions, mais il ne faut pas faire un mauvais procès à la promotion économique. A l'Office de la promotion économique du canton, il faut savoir que la décision se prend par les entreprises qui s'installent. Et c'est une illusion de croire que si une entreprise veut s'installer, par exemple, dans le Grand-Fribourg, de lui dire de ne pas aller dans le Grand-Fribourg, mais d'aller dans la zone industrielle de Domdidier, si elle ne veut pas, elle ira ailleurs, mais vraisemblablement pas dans le canton. En général, les entreprises fixent leurs besoins et sur cette base-là, l'ODEF leur présente l'ensemble des possibilités, mais la décision est prise par l'entreprise et non pas par la promotion économique.

M. Corminbœuf a également parlé de structures régionales adéquates. Encore une fois, il faut que les régions se prennent en main et soient peut-être plus actives dans certaines régions qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent. Dans certaines régions, elles sont très actives et de manière très positives.

M. Gendre a parlé de collaboration souhaitée. Elle est souhaitée, mais elle est aussi encouragée. Je rappelle qu'on donne quand même des éléments d'encouragement à cette collaboration en matière d'aménagement du territoire, notamment.

Je crois avoir fait le tour pour répondre aux questions et pour ne pas être trop long. Je prends acte de vos remarques et les transmettrai à mes collègues.

– Le Grand Conseil prend acte de ce rapport.

Motion N° 005.02 Jacques Bourgeois/ Jean Genoud¹ **(lutte efficace sur tout le territoire cantonal contre le bostryche typographe)**

(Prise en considération)

Le Président. Je vous rappelle que le Grand Conseil a accepté l'urgence de cette motion et que le Conseil d'Etat propose de l'accepter également.

Jacques Bourgeois (PLR, SC). En préambule, je tiens au nom de M. Jean Genoud et de moi-même, à remercier toutes celles et ceux qui, lors de la dernière session, ont soutenu, à une large majorité, le caractère urgent demandé par notre motion qui témoigne de l'importance que le Grand Conseil porte à ce sujet. Nous tenons également à remercier le Conseil d'Etat d'avoir tenu compte du caractère urgent de ce dossier en le traitant de façon prioritaire et d'avoir d'ores et déjà pris les mesures y relatives.

Comme relevé, le bostryche typographe a, en 2001, décimé 210 000 mètres cubes. Pour l'année 2002, les prévisions ne sont guère réjouissantes, puisqu'on prévoit que pas moins de 300 000 mètres cubes devraient être atteints, ce qui représente une superficie de près de 500 hectares.

Compte tenu de cette situation, nous nous devons de mettre les moyens financiers nécessaires à disposition, afin de lutter efficacement sur tout le territoire cantonal et de ne pas délaissier, faute de moyens financiers, la plaine, région dans laquelle les dégâts de bostryches sont les plus ravageurs.

Non seulement cette politique serait discriminatoire, mais les conséquences seraient graves et irréversibles, tant sur le plan économique, en matière de protection, qu'au niveau social, fonction-clef et multiple de nos forêts.

L'octroi par rapport au budget 2002 d'un crédit supplémentaire de 1,5 million de francs permettrait de lutter efficacement contre ce fléau sur tout le territoire cantonal, de recevoir de la Confédération la part de subventionnement qui nous reviendrait, soit 4 millions de francs, d'intervenir à temps, de donner ainsi de meilleures chances de succès. Selon les experts, une intervention effectuée au moment opportun permettrait de réduire de moitié les surfaces atteintes, soit environ 250 hectares (250 hectares représentent pour les propriétaires des pertes économiques réduites de 10 millions de francs et des économies au niveau des coûts de reconstitution de l'ordre de 4,25 millions de francs, dont 20 % à la charge du canton) et permettrait également d'éviter de perdre des surfaces forestières d'une partie de notre patrimoine forestier, de zones de loisirs, de ressourcements et promenades, sans compter l'impact négatif sur nos paysages et nos contrées chères aux yeux de tous.

Notre rôle, notre tâche doivent être axés sur la prévention. Donnons les moyens financiers de lutter efficacement sur tout le territoire cantonal contre ce ravageur afin de préserver nos surfaces forestières aux fonctions

¹ Déposée et développée le 19 mars 2002, *BGC* pp. 33 et 41; réponse du Conseil d'Etat le 30 avril 2002, *BGC* p. 244.

multiples. Ne laissons pas les foyers prendre de l'ampleur à laquelle nous ne pourrions plus faire face, ni maîtriser.

Ce sont pour ces éléments précités que les motionnaires, Jean Genoud et moi-même, nous vous suggérons d'accepter cette motion dans le sens émis par le Conseil d'Etat dans sa réponse du 9 avril dernier.

Jean Genoud (PDG, VE). Mon co-motionnaire, M. Bourgeois, vous a présenté les arguments sylvicoles et économiques qui justifient une action rapide pour combattre ce fléau qu'est le bostryche.

Je voudrais insister encore sur les obligations légales qui imposent au canton de prendre les mesures que nous préconisons dans notre motion.

Je vous fais grâce du détail que je voulais vous donner, étant donné l'heure ...; il y a d'abord la loi fédérale sur les forêts, il y a également notre loi fribourgeoise sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles, il y a aussi des éléments dans le plan directeur cantonal que nous venons d'examiner. Il faut remarquer également que toutes ces formulations sont impératives et non potestatives.

Notre motion est donc pleinement justifiée, non seulement par des éléments sylvicoles et économiques, mais également par des contraintes légales impératives.

Nous remercions donc le Conseil d'Etat d'avoir déjà pris, en fonction de l'évolution catastrophique de la situation et de votre vote massif concernant l'urgence de notre motion, les mesures que nous demandions.

Pour terminer, j'aimerais encore dire au Conseil d'Etat que ce n'est pas de gaieté de cœur que nous devons à nouveau utiliser des outils parlementaires spéciaux, comme la motion urgente, mais surtout, avec tout le respect que nous devons au Conseil d'Etat, il faut dire qu'il doit également respecter nos décisions; je lui dirai qu'il n'a qu'à s'en prendre à lui-même, car le Grand Conseil, à de nombreuses reprises, s'est prononcé dans ce domaine de manière très claire et impérative, notamment lors de l'octroi du crédit Lothar accepté en mars 2000, puis à nouveau en septembre 2000, en acceptant une motion urgente destinée à porter un effort supplémentaire dans le budget 2001.

Toujours bien disposé dans les principes généraux, le Conseil d'Etat a, par contre, lésiné sur les moyens. Nous sommes parfaitement conscients de la quadrature du cercle budgétaire, mais à événements extraordinaires, on l'a dit très souvent, moyens extraordinaires. Il faut investir immédiatement car la nature n'attend pas et pour éviter des dépenses beaucoup plus importantes par la suite.

Pour toutes ces raisons, je vous remercie de voter cette motion urgente pour donner un signal clair au Conseil d'Etat, afin qu'à l'avenir, il prenne lui-même les mesures nécessaires en pareille situation et pour encourager également les propriétaires forestiers dont nos communes constituent la majorité et qui ont déjà dû subir des pertes très lourdes à la suite de l'ouragan.

Jean-Noël Gendre (PS, SC). Je vais être très bref, mais je crois qu'il y a eu des discussions qui étaient très longues il y a quelques heures, je ne vois pas pourquoi on arrêterait la discussion parce qu'il est 12 h 15.

L'ordonnance du 9 avril 2002, entrée en vigueur le 1^{er} avril 2002, qui définit les mesures de lutte, ainsi que son subventionnement, devrait permettre aux propriétaires, soit publics ou privés, de tenter de lutter efficacement contre les attaques du bostryche en 2002. Cette ordonnance bien rédigée, qui fixe concrètement les priorités, satisfait le groupe socialiste.

J'ai deux remarques à formuler: le service des forêts et de la faune est géré par mandat de prestations, ce qui doit induire une marge de manœuvre sur plusieurs années. La diminution de l'excédent de charges de ce service dans les comptes 2001 d'environ 2,3 millions de francs aurait dû être utilisée en partie pour la création d'une provision pour 2002 et 2003, sinon la NGP est un exercice-alibi coûteux et inutile et nous n'avons pas besoin de prolonger cet exercice au-delà de 2001. Le canton a défini des critères pour la création des unités de gestion forestières. Leur création a démarré et ce processus mis en place doit s'accélérer.

Le groupe socialiste est favorable à la mise en place, pour le futur, de taux de subventionnement nettement différenciés pour les propriétaires publics qui se seront organisés selon ces critères.

C'est avec ces considérations que le groupe socialiste acceptera la motion urgente.

Bruno Fasel (CSP, SE). Die CSP-Fraktion hat die vorliegende Motion Jacques Bourgeois/Jean Genoud geprüft und unterstützt sie einstimmig. Nachdem der Orkan Lothar am zweiten Weihnachtstag 1999 über unseren Kanton und unser Land fegte und enormen Waldschaden anrichtete, sind in der Zwischenzeit grosse Teile der Wälder gereinigt und vom umgefallenen Holz befreit worden. Nicht gelöst ist aber die Borkenkäferpest, die erneut sehr grosse Schäden in den Wäldern anrichtet. Die CSP-Fraktion unterstützt daher das Vorhaben für die Bekämpfung des Borkenkäfers und die Meinung und das Entgegenkommen des Staatsrates. Wir sind auch überzeugt, dass trotz der Finanzlage des Kantons die Investition für eine effiziente Bekämpfung ein Muss ist, damit wir einen gesunden Wald haben. Ein gesunder Wald ist ein sehr wichtiges Kapital für unsere Gesundheit und Gesellschaft. Wir sind aber auch der Meinung, dass sämtliche Wälder im gesamten Kanton, ohne auf die Besitzverhältnisse zu schauen, bei der effizienten Bekämpfung des Borkenkäfers berücksichtigt werden sollen. Deshalb möchte ich Sie bitten, die Motion anzunehmen und den zusätzlichen Kosten zuzustimmen.

Pierre-André Page (UDC, GL). Le groupe de l'UDC a pris connaissance de la réponse donnée par le Conseil d'Etat à la suite de l'adoption de l'urgence lors du dépôt de la motion de MM. Genoud et Bourgeois. Pour une lutte efficace contre le bostryche typographe, nous sommes particulièrement satisfaits que le Conseil d'Etat a déjà réagi et supprimé cette inégalité de traitement. En effet, les dégâts occasionnés par le bostryche sont catastrophiques dans toutes les régions de notre canton, que ce soit en plaine, région gravement atteinte, ou en montagne. Et la forêt est vitale partout. J'espère que l'acceptation de cette motion permettra de sauvegarder une partie du peuplement d'épicéas qui recouvre une grande partie de nos surfaces forestières,

car c'est une essence qui est également intéressante sur le marché du bois.

Avec ces quelques considérations, le groupe de l'UDC, qui est convaincu que nous devons lutter d'une manière efficace contre le bostryche, votera la prise en considération de cette motion.

Nicolas Lauper (PDC, SC). Le groupe démocrate-chrétien aussi, à l'unanimité, soutiendra la motion de MM. Genoud et Bourgeois. Tout simplement, je voulais dire, à titre personnel, que je regrette que le crédit supplémentaire devra trouver compensation par le report d'autres dépenses du budget au niveau du secteur forestier. Moi aussi, je doute de la motivation du service à poursuivre la Nouvelle gestion publique dans les comptes 2001 que nous venons d'accepter; le bénéfice dû à la vente extraordinaire d'une quantité de bois dû à l'effet Lothar est passé dans les comptes généraux de l'Etat. Aujourd'hui, on demande à ce service de bloquer d'autres dépenses pourtant si nécessaires.

Pascal Corminbœuf, Directeur de l'agriculture. Je remercie tous les députés qui soutiennent cette motion. Je vais transmettre, bien sûr, vos avis à mes collègues du Conseil d'Etat; cela donnera un peu plus de poids aux propositions que j'avais pu faire pour éviter cette motion urgente. Je précise encore deux ou trois choses: en 2001, nous avons eu 231 000 mètres cubes de bois bostrychés qui ont été vendus. C'est donc très grave. Vous avez lu la presse aujourd'hui où on dit que c'est la plus forte attaque depuis 200 ans et qu'il y a sérieusement un problème. Et je suis heureux qu'on arrive à le solutionner, comme on l'a dit, par des reports de crédits.

La semaine prochaine, le Conseil d'Etat approuvera une première partie de 1,5 million de francs de l'ordre de 975 000 francs qui seront pris sur le budget ordinaire du Département des forêts et le solde d'environ 500 000 francs sera trouvé dans la Direction de l'intérieur et de l'agriculture.

J'aimerais dire qu'en fait, le Conseil d'Etat ne souhaitait pas, comme l'a dit M. Genoud, «lésiner sur les moyens», mais que le Gouvernement fribourgeois était un peu victime du fait qu'il n'a jamais eu un exercice financier positif pour faire comme d'autres cantons ont fait, c'est-à-dire absorber directement le crédit Lothar. Je vous rappelle que vous avez voté ici à l'unanimité un crédit de 13 millions de francs, mais comme nous n'avions pas de bénéfice, nous avons dû l'intégrer aux comptes ordinaires. Et c'est pour cela que nous avons ces difficultés de sortir effectivement ces montants qui avaient été votés par le Grand Conseil.

Je remercie tous les députés qui se sont exprimés et nous allons encore trouver, dans le cadre des crédits complémentaires, jusqu'à la fin de l'année, les moyens pour essayer de lutter, comme l'a dit M. Gendre, parce qu'il ne suffit pas qu'on vote ici, mais il faut encore que la nature nous y aide et la pluie d'aujourd'hui, par exemple, est une aide contre le bostryche. C'est pour vous dire que tout ne dépend pas nécessairement de l'argent, mais dépend aussi beaucoup du temps.

Et je précise que pour l'instant, en montagne, il n'y a pas encore eu trop de dégâts, mais que les dégâts ont eu lieu en plaine, mais pour cette année, on craint

d'énormes dégâts en montagne et c'est pour cela que nous avons mis la priorité là.

– Au vote, la prise en considération de cette motion est acceptée par 83 voix sans opposition. Il y a des abstentions.

– Cet objet est ainsi transmis au Conseil d'Etat pour qu'il lui donne la suite qu'il implique.

Commission

Commission parlementaire nommée par le Bureau du Grand Conseil en sa séance du vendredi 12 avril 2002

Projet de loi modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs

Objet confié à la Commission des finances et de gestion.

Elections

(Résultat des scrutins organisés en cours de séance)

1. Un scrutateur du Grand Conseil, en remplacement de M. Pierre-André Page, démissionnaire.

Bulletins distribués: 120; rentrée: 116; blancs 10; nul: 0; valables: 106; majorité absolue: 54.

Est élu pour le reste de la législature en cours, *M. Werner Zürcher*, à Morat, par 91 voix. Il y a 5 voix éparses.

2. Un scrutateur suppléant du Grand Conseil, en remplacement de M. Werner Zürcher, élu scrutateur.

Bulletins distribués: 120; rentrée: 113; blancs: 17; nul: 1; valables: 85. majorité absolue: 43.

Est élu pour le reste de la législature en cours, *M. Jean-Claude Rossier*, à Romont, par 82 voix. Il y a 13 voix éparses

La séance est levée à 12 h 30.

Le Président:

Paul SANSONNENS

Les Secrétaires:

René AEBISCHER, *chancelier*

Gérard VAUCHER, *2^e secrétaire*

Mireille HAYOZ, *adjointe*